

L'Ordre du jour

ROGER TRINQUIER

**La guerre
moderne**



LA TABLE RONDE
65, RUE DU HAVRE
PARIS-VI^e

1930



IMPRIMERIE DE LA GOUVERNEMENT

Monsieur Claude Bédier

AVANT-PROPOS

Le but réel par l'armée française en Algérie était de rendre aux Algériens leur liberté.

Des organisations de guerres clandestines, infiltrées au sein même de la population ennemie au combat, et inspirées par une haute idée intellectuelle à la solde de l'étranger se sont efforcées par tous les moyens, même les plus barbares et les plus cruels, de soumettre les Algériens à leur volonté.

Malgré les souffrances subies, et les innombrables vies humaines sacrifiées dans ce but, le peuple algérien ne les a pas eues.

Pour délivrer la population d'Algérie de ce mal, l'armée elle-même a dû bien souvent la bombarder rudement, et accepter encore ses souffrances.

Mais la main des braves gens lui faisait confiance, car personne ne s'était jamais penché vers elle, et avec autant d'affection, son cœur douloureux, l'armée l'a saisi à pleine main et l'a tenu ferme à l'extrême du sien.

Cette expérience humaine, constante, a surpris et déconcerté nos adversaires qui espéraient que nos méthodes souvent brutales réussiraient entre elle et nous au fond profond.

LA GUERRE MODERNE

Mais le format de la répression n'était réservé qu'à ses ennemis. Le peuple, qui les connaissait, ne s'y est jamais trompé.

L'armée française avait donc le devoir impérieux de continuer jusqu'au bout la tâche entreprise. Elle n'avait pas le droit de déroger la confiance que tout un peuple lui fait.

Si vous lui aviez rendu sa liberté, et si n'avait pu s'exprimer sans crainte, le peuple algérien aurait sans embargo donné son sentiment. Sous le coup nous le savions : c'est une confiance irréparable dans une Grande France devenue sa patrie.

Première partie

LA PRÉPARATION A LA GUERRE

I UNE NÉCESSITÉ :

Adapter notre appareil militaire à la guerre moderne.

La défense du territoire national est la raison d'être d'une armée. Elle doit être constamment en mesure de l'assurer.

Or, depuis la libération de la France en 1945, l'armée française n'a pas réussi à empêcher l'effondrement de notre Empire. Le pays pourtant a fait pour elle un effort sans précédent. Aucun militaire français ne devait donc avoir de repos, tant que nous n'aurons pas mis sur pied une armée capable d'assurer la défense du territoire.

Nous pourrions l'étude d'une guerre désastreuse, que nous ne ferons jamais, et nous ne pourrions qu'en tenter mollement à celle que nous avons perdue en Indochine et que nous allons perdre en Algérie. L'abandon de l'Indochine ou de l'Algérie est pourtant aussi important pour la France que la perte d'une province métropolitaine.

Le résultat de cette manœuvre c'est que notre armée n'est pas préparée pour affronter un adversaire qui utilise des armes et des méthodes de guerre qu'elle ignore. Elle n'a donc aucune chance de vaincre.

Car, c'est un fait, en Indochine, malgré une supériorité manifeste en matériel moderne et en effectifs, nous avons été battus. Notre commandement a seulement tenté, d'une campagne à l'autre, d'accéder les Viet-minh à une bataille rangée classique, la seule qu'il savait conduire; il espérait que la supériorité de ses moyens matériels lui permettrait un succès facile.

Malgré les Viet-minh ont toujours eu à acquiescer cette manœuvre. Lorsqu'ils ont accepté la bataille conventionnelle, vainement recherchée pendant des années, c'est parce qu'ils avaient rassemblé sur le champ de bataille des moyens supérieurs aux nôtres. Et ce fut Dien-Bien-Phu (mai 1954).

En Afrique du Nord, malgré nos précédents revers, notre armée, à quelques variantes près, emploie des procédés de combat analogues. Nous essayons au cours d'opérations multiples — sans nous renouveler — de saisir un adversaire qui nous échappe. Les résultats obtenus sont sans commune mesure avec les moyens et les efforts déployés. Nous dispersons en effet les bandes attaquées beaucoup plus que nous ne les détruisons.

Notre appareil militaire fait donc penser à un

nouveau pion qui tenterait d'écraser une saucisse et qui infailliblement ressusciterait sa tentative.

Cette inadaptation de notre armée a des conséquences insupportables :

— elle laisse s'accroître le sentiment que nos adversaires, qui ne représentent en réalité que de très faibles forces, sont invincibles et que, tôt ou tard, nous devons accepter leurs conditions de paix;

— elle encourage la diffusion d'idées dangereusement erronées, mais qui finissent par prendre corps dans le grand public. On accuse la France d'avoir fait des élections préfabriquées en Algérie, et on finit de croire que celles qui eurent lieu sous l'influence du F. L. N. seront similaires. Pourtant chacun sait bien que la menace qui pèsera alors sur les électeurs sera autrement efficace que les pressions administratives d'autrefois.

C'est cependant ce qu'une grande partie de notre presse essaie de faire admettre à l'opinion publique.

Or, nous avons maintenant qu'il n'est nullement nécessaire d'avoir la sympathie de la majorité de la population pour la diriger. Une organisation adaptée peut abondamment y suppléer.

C'est ce que font nos adversaires en Algérie, grâce à une organisation spéciale et à des méthodes

LA GUERRE MODERNE

de guerre appropriées; ils sont parvenus à s'imposer à des populations entières et à les utiliser malgré elles contre nous. Nos ennemis nous soumettent ainsi à un odieux chantage, auquel finalement nous devons céder, si nous ne réussissons pas à détruire l'organisation de guerre qu'ils nous opposent.

Nous ne devons donc pas nous laisser leurrer, et abandonner la lutte avant la victoire finale, car nous manquerions gravement à notre devoir. Nous livrions des populations sans défense à des ennemis sans scrupules qui pourraient les asservir à leur gré.

II LA GUERRE MODERNE

Définition.

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, une forme nouvelle de guerre est née. Appelée parfois *guerre subversive* ou *guerre révolutionnaire*, elle diffère essentiellement des guerres du passé en ce sens que la victoire n'est pas attendue uniquement du choc de deux armées sur un champ de bataille. Ce choc, qui visait autrefois à anéantir une armée ennemie en une ou plusieurs batailles, ne se produit plus.

La guerre est maintenant un ensemble d'actions de toutes natures (politiques, sociales, économiques, psychologiques, armées, etc.) qui visent le renversement du pouvoir établi dans un pays et son remplacement par un autre régime. Pour y parvenir, l'assaillant s'efforce d'exploiter les tensions internes du pays attaqué, les oppositions politiques, idéologiques, sociales, religieuses, économicques, susceptibles d'avoir une influence profonde sur les populations à conquérir.

En outre, du fait de l'interdépendance actuelle des nations, tout mouvement revendicatif à l'insu d'une population, même s'il est d'origine très locale et sans portée mondiale, sera très vite amené par des adversaires rivaux, dans le cadre des grandes oppositions mondiales. D'un conflit local à l'étranger et d'importance secondaires, ils s'efforceront toujours dans des délais plus ou moins longs de faire un conflit généralisé.

Or, dans un champ d'action aussi vaste, les forces armées classiques ne jouent plus le rôle décisif qui était autrefois le leur. La victoire ne dépend plus uniquement d'une bataille sur le terrain. Les opérations militaires, c'est-à-dire les combats engagés contre les forces armées adverses, n'ont qu'une importance limitée, et ne sont jamais à l'échelle du conflit engagé.

C'est sans doute la raison pour laquelle l'armée, créée par vocation par l'aspect purement militaire d'un conflit, n'a jamais sérieusement abordé l'étude d'un problème qu'elle considérait, dans l'art de la guerre, comme un genre mineur.

Or, une armée moderne est d'abord celle qui est en mesure de gagner le conflit dans lequel son pays l'a engagée. Et nous sommes véritablement en guerre, puisque nous courons le risque d'être finalement battus sur le terrain (Dien-Bien-Phu, mai 1954) et qu'en cas de défaite nous devons céder à nos adversaires de vastes territoires.

La lutte que nous menons depuis quinze ans, en

La préparation à la guerre

Indochine comme en Algérie, est donc véritablement une guerre : c'est la guerre moderne, celle que nous faisons.

Si nous voulons vaincre, c'est sous cet angle que nous devons désormais l'étudier.

De nombreux travaux ont été faits dans tous les pays du monde sur la « guerre dite subversive ». Mais ils ont rarement dépassé le stade de la guérilla qui se rapproche le plus de la forme classique de la guerre.

Dans l'optique de la « victoire des Alliés », et peut-être parce qu'il est plus séduisant d'étudier les procédés de combat qui ont conduit au succès que de rechercher les raisons d'une défaite, seule la forme offensive de la guérilla a été étudiée. Mais l'autre côté de la barricade, l'étude d'une parade efficace à lui opposer, a généralement été négligé. Certains auteurs ont souligné l'inefficacité des moyens employés contre la guérilla; d'autres ont simplement conseillé de retourner contre elle ses propres armes, d'opposer à la guérilla, la contre-guérilla et de la battre sur son propre terrain.

C'était vouloir répondre rapidement un problème, sans même l'avoir posé.

Les aspects les plus subtils de la « guerre moderne », tels que la manipulation des popula-

tians, ont fait l'objet de récents travaux. Mais seuls quelques-uns des procédés du temps de paix employés par nos adversaires pour consolider leur empire sur les populations conquises ont été particulièrement étudiés, en particulier le mécanisme de l'action psychologique sur les masses.

Mais la parade à leur opposer, l'étude des moyens efficaces de protection ont été négligés. Bien mieux, lorsque parfois ils ont été entrepris et leur application envisagée, les moyens de propagande et de pression de nos adversaires ont toujours été assez puissants pour influencer une opinion publique mal informée, et l'amener systématiquement à refuser leur étude et leur emploi.

Or, nous savons maintenant que le moyen essentiel pour vaincre dans la guerre moderne est de s'assurer l'appui incontrôlable des populations; il est aussi indispensable aux combattants que l'eau au poisson (cf. Mao Tse-toung).

Cet appui peut parfois être spontané (ce qui est très rare, et dans ce cas même il peut n'être que passager); s'il ne l'est pas, il sera obtenu par une organisation appropriée qui le maintiendra par tous les moyens, le plus efficace étant le terrorisme.

Dans la guerre moderne, en effet, nous ne nous heurtons pas à une armée organisée suivant les normes habituelles, mais à de faibles éléments armés agissant clandestinement en sein d'une population manipulée par une organisation spéciale.

Notre armée en Algérie est forte de plus de

300.000 hommes disposant des moyens les plus modernes; ses adversaires ne disposent que de 10.000 hommes, généralement mal équipés et ne disposant que d'un armement léger.

Si nous avions la possibilité de les rencontrer sur un champ de bataille classique — rêve vainement poursuivi depuis des années par de nombreux chefs militaires — la victoire serait acquise en quelques heures.

Or, la guerre dure depuis plus de six ans et la victoire reste incertaine. Le problème est donc plus complexe.

Pour rechercher une solution, il est capital de savoir que dans la guerre moderne nous ne nous heurtons pas seulement à quelques bandes armées dispersées sur l'ensemble du territoire, mais à une organisation clandestine étendue, dont le rôle essentiel est d'imposer sa volonté à la population. La victoire ne pourra donc être obtenue que par la destruction complète de cette organisation. C'est l'idée maîtresse qui doit nous guider dans l'étude de la guerre moderne.

III UN EXEMPLE D'ORGANISATION DE GUERRE CLANDESTINE

L'organisation de la zone
autonome d'Alger en 1956-1957.

Voici un exemple d'organisation de guerre clandestine : celle que le F. L. N. avait créée dans la ville d'Alger, constituée en zone autonome par rapport à l'ensemble de l'organisation territoriale de l'Algérie.

La zone autonome d'Alger : la Z. A. A., était dirigée par un organisme collégial, le Conseil Zonal, comprenant quatre membres :

- un chef politico-militaire,
- un responsable politique,
- un responsable militaire,
- un responsable des liaisons extérieures et des renseignements.

Comme dans toutes les organisations des régimes totalitaires, les décisions étaient prises en commun, le vote du chef politico-militaire restant cependant prépondérant.

LA GUERRE MODERNE

La ville d'Alger et sa banlieue était divisée en trois Régions :

Région I : Alger Centre.

Région II : Alger Ouest.

Région III : Alger Est.

Chaque Région avait à sa tête un organisme collégial identique à celui de la Z. A. A. appelé : le Conseil de Région, et était elle-même divisée en un certain nombre de secteurs, eux-mêmes subdivisés en districts, en nombre variable également. En résumé, la ville d'Alger était divisée en 3 Régions, comprenant 10 secteurs, subdivisés en 34 districts.

L'organisation de la Z. A. A. comprenait essentiellement deux éléments distincts :

— le Front de la Libération Nationale (F. L. N.), élément politique,

— l'Armée de Libération Nationale (A. L. N.), élément militaire,

intégrés dans le même découpage territorial, mais très cloisonnés et isolés seulement à l'échelon Région et Zone.

Dans chaque district les éléments de l'A. L. N. et du F. L. N. étaient juxtaposés, mais la coordination de leur action était à la charge de la Région.

Un district était organisé au point de vue politique (F. L. N.) de la façon suivante :

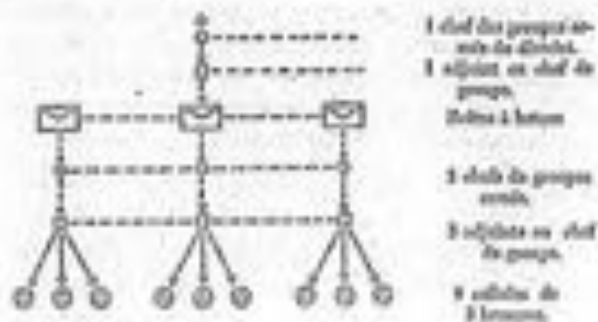
À la base : une 1/3 cellule de 3 hommes, puis la cellule, le 1/3 groupe, le groupe, le sous-district et enfin le district aux ordres d'un chef de district (au total 127 hommes) (voir tableau ci-dessous).

La préparation à la guerre

Au point de vue militaire (A. L. N.) le district était organisé de la façon suivante :

1/3 cellule	Cellule	1/3 groupe	Groupe	Sous-district	District
1 1/3 cellule	3 1/3 cellule	3 cellules	3 1/3 groupe	3 groupes	3 sous-districts
	+ un chef de cellule	+ un chef de groupe	+ un chef de groupe	+ un chef de sous-district	+ un chef de district
3 hommes	7 hommes	11 hommes	14 hommes	18 hommes	127 hommes

À la tête du district un chef des groupes armés du district et un adjoint disposant de 3 groupes armés composés, chacun, d'un chef, d'un adjoint et de 3 cellules de 3 hommes; au total 35 hommes armés.



L'organisation politique disposait en propre d'un certain nombre de groupes de choc armés, qui ne faisaient pas partie de l'A. L. N., mais qui constituaient la « police » du F. L. N. et qui étaient spécialement chargés de l'exécution des sentences prononcées par la justice.

Le chef des Buissons et des renseignements du Comité Zonal disposait d'un certain nombre de comités où se groupaient les intellectuels du Front.

Les principaux comités étaient les suivants :

1^o Comité des LIAISONS avec :

— les vilayes¹

— le C. C. E. (Comité de Coordination Extérieure) (premier embryon du G. P. R. A. actuel).

— l'étranger : Tunisie, Maroc, France.

2^o Comité des RESSOURCES : il était à cette époque un embryon des services spéciaux.

3^o Comité de RÉDACTION chargé de tenir un certain nombre de dossiers : Dossier O. N. U. — Dossiers arabes. — Rapports avec les intellectuels. — Documentation pour la presse française et étrangère, etc.

4^o Comité de JUSTICE : surveillance générale des Français de souche musulmane (F. M. A.). — Litiges entre les musulmans. — Droit civil et criminel, affaires diverses, etc.

1. L'Algérie était divisée par le F. L. N. en 6 vilayes.

5^o Comité FINANCIER chargé surtout de recueillir les fonds.

a) Les petites collectes faites par les organisations du F. L. N. auprès des habitants.

b) Les grandes collectes perçues directement auprès des grandes sociétés, des banques, des grands commerçants, etc.

6^o Comité SANITAIRE : embryonnaire à Alger, les malades et les blessés étant en général soignés dans les hôpitaux de la ville.

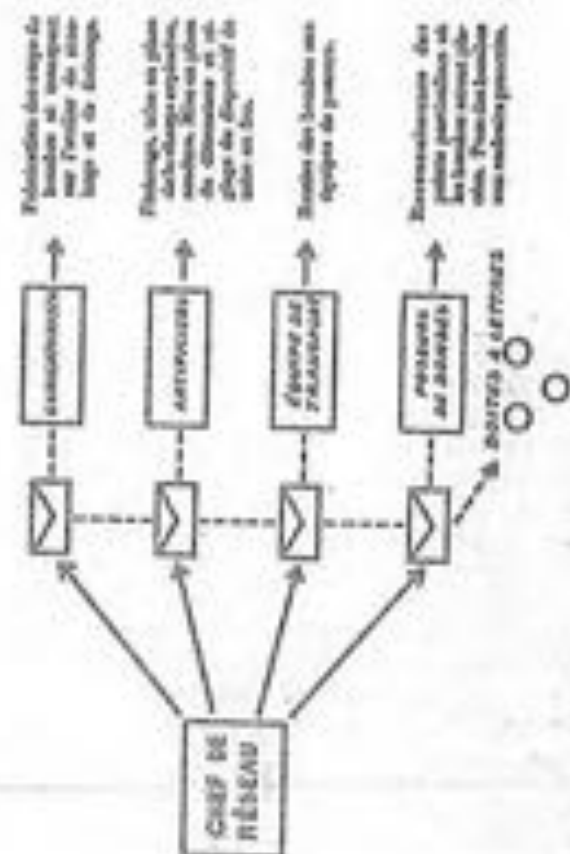
7^o Comité SYNDICAL en liaison permanente avec les différents syndicats, en particulier : U. G. T. A. et U. G. C. A.

Enfin, un autre élément important de cette organisation était le réseau-bombes qui relevait directement du Comité Zonal. Ce réseau, très cloisonné, était organisé de la façon suivante :

— un chef de réseau,

— un réseau divisé en un certain nombre de branches bien distinctes et cloisonnées, ne pouvant communiquer qu'avec le chef de réseau et par un système de boîtes à lettres.

Voici ci-dessous le schéma de l'organisation du réseau-bombes.



Cette organisation comprenait donc environ 1.500 hommes armés (A. L. N.) et 4.500 hommes non armés ou semi-armés (F. L. N.) pour la seule ville d'Alger. La police comptait à cette époque à peine un millier d'hommes, équipés seulement pour lutter contre les criminels de droit commun et dans le cadre d'une législation du temps de paix. Surpris par la puissance d'un adversaire dont elle ignorait tout, elle n'avait aucune chance d'en triompher.

L'intervention de l'armée était donc une nécessité inéluctable.

Une organisation aussi complexe et d'une telle envergure demande, pour être mise en place, du temps et une technique précise.

Les cadres supérieurs, jusqu'à l'échelon Régional inclus, avaient tous reçu une formation marxiste, plus ou moins complète; ils étaient entrés volontairement dans l'organisation.

Les petits cadres et la plupart des exécutants

avaient été d'abord recrutés dans les milieux bouges de la ville, parmi les souteneurs ou les repus de justice. Du fait même de leurs antécédents, ils étaient déjà adaptés aux missions qui allaient leur être confiées.

Ensuite, l'organisation recevait un apport constant de nouveaux membres qui remplaçaient ou complétaient les effectifs.

La façon dont ils ont été recrutés nous a été révélée par de nombreux interrogatoires.

À la question suivante qui leur était souvent posée : « Comment es-tu entré à l'A. L. N. ? » la plupart des jeunes terroristes répondaient :

— J'étais un bon couvreur et je gagnais honnêtement ma vie. Un jour, j'ai été accosté par un individu qui a exigé que je verse une certaine somme d'argent au F. L. N. J'ai d'abord refusé, mais j'ai été sérieusement battu par 3 hommes qui l'accompagnaient; j'ai donc payé. Le week-end suivant le même homme m'a été demandé; je l'ai payé sans discussion. Quelque temps après, je suis devenu moi-même un collecteur de fonds. J'ai reçu une liste de gens qui devaient payer et une petite équipe armée pour me protéger pendant la collecte. Ensuite, comme je suis bien portant et sportif, on m'a demandé d'entrer dans l'organisation armée, l'A. L. N., l'Armée de la Libération Nationale. J'ai voulu refuser, mais des menaces précises m'ont obligé d'accepter. J'étais désormais perdu, puisque pour être admis à l'A. L. N., il

fallait d'abord faire ses preuves, c'est-à-dire accomplir un attentat en ville. Les conditions dans lesquelles il devait s'effectuer me furent expliquées. Un soir à une heure fixe, à un endroit prévu, un individu inconnu me confiait une arme chargée avec mission d'abattre rapidement la première personne que je rencontrais. Ensuite, je devais m'enfuir et déposer mon arme dans une poubelle que l'inconnu m'avait montrée. J'ai fait ce qui m'avait été prescrit, et trois jours après, j'entraî comme membre d'une cellule d'un groupe armé de l'A. L. N.

C'est ainsi qu'en mois de janvier 1957, le docteur X... à Alger avait été assassiné par un jeune individu qui ignorait même le nom de sa victime.

Les moyens de pression exercés sur la population étaient très variés. Voici par exemple celui qu'employaient les membres du Conseil Zonal pour assurer leur propre sécurité.

Lorsqu'un ou plusieurs membres du Conseil venaient s'installer dans une maison de la Casbah, ils envoyaient d'abord une équipe de maçons pour y construire une cache. Les maçons rassemblaient aussitôt les gens de la maison et leur disaient en substance ceci :

— Vous allez bientôt recevoir des personnages importants. Vous répondrez de leur sécurité sur votre vie.

Et, quelquefois, pour montrer que ce n'était pas là une vaine menace, d'une rafale de P. M.

LA GUERRE MODERNE

ils abattaient sur-le-champ celui des habitants qui leur paraissait le plus suspect.

Enormes, la sortie des habitants était strictement contrôlée; jamais plus de la moitié ne pouvait en même temps se trouver à l'extérieur.

Le secret était donc bien gardé, et Yusef Saadi, commissaire politico-militaire de la Z. A. A., a pu s'installer à moins de deux cents mètres du bureau du commandant du Secteur d'Alger et y rester intouchable pendant plusieurs mois avant d'être arrêté.

IV LE TERRORISME, ARME CAPITALE DE LA GUERRE MODERNE

La guerre d'Indochine, puis celle d'Algérie, ont mis en évidence l'arme essentielle qui permet à nos ennemis de se battre efficacement avec peu de moyens, puis de triompher finalement d'une armée classique.

Cette arme, c'est le terrorisme.

Le terrorisme, au service d'une organisation clandestine destinée à manipuler la population, est un fait nouveau. Utilisé au Maroc en 1954, il a eu son plein développement à Alger en décembre 1956 et janvier 1957. La surprise qui en est résultée a donné à nos adversaires un avantage capital qui aurait pu être décisif. Il a suffi, en effet, d'une centaine de terroristes organisés pour que nous abandonnions rapidement la partie au Maroc.

Le terrorisme est donc une arme de guerre qu'il n'est plus possible d'ignorer ou de minimiser. C'est comme une arme de guerre que nous devons donc l'étudier.

Le but visé par la guerre moderne étant la conquête de la population, le terrorisme est l'arme particulièrement indiquée puisqu'il vise directement l'habitant. Dans la rue, à son travail, chez lui, l'habitant est partout menacé de mort violente. En possession de ce danger permanent qui l'entoure, il a l'impression déprimante d'être une cible isolée et sans défense. Le fait que les pouvoirs publics et la police ne sont plus capables d'assurer sa sécurité augmente son désarroi. Il perd de ce fait confiance dans l'État dont la mission naturelle est d'assurer sa protection. Il est de plus en plus attiré par le camp des terroristes, seul capable en définitive de le défendre.

Le but visé, qui est de faire basculer la population, est donc atteint.

Ce qui caractérise le terrorisme moderne, et ce qui fait sa force essentielle, c'est qu'il tue, dans le cadre d'une législation qu'il connaît bien, des individus généralement sans défense, en évitant les risques habituels que prennent les militaires de droit commun, ou les militaires sur le champ de bataille, ou même le guérillero et le franc-tireur qui affrontent des troupes régulières.

Le criminel commis tue pour un motif précis, un individu déterminé, et généralement un seul. Son but atteint, il ne constitue plus un danger pour la société. Son crime a un mobile, facile à découvrir (vul. vengeance, etc.). Pour réussir, il a dû prendre des risques bien souvent suffisants pour

le faire arrêter. Son forfait est donc accompli dans un cadre connu; une procédure d'instruction criminelle bien définie peut donc, sans difficultés, dispenser de tout le temps nécessaire, obtenir une justice tout en respectant à la fois les droits de l'individu et ceux de la société.

Le militaire rencontre son adversaire sur un champ de bataille et en uniforme. Il se bat dans un cadre de lois séculaires que les deux camps respectent. Conscient des dangers qu'il affronte, le soldat a toujours en une haute estime pour son adversaire parce qu'il prend les mêmes risques que lui. Le combat fini, les morts et les blessés des deux camps sont traités avec la même humanité; les prisonniers sont retirés le plus rapidement possible du champ de bataille et sont simplement mis dans l'impossibilité de reprendre la lutte jusqu'à la fin du conflit.

Quant au guérillero et au franc-tireur qui, pourtant, affrontent une armée régulière, le seul fait qu'ils transgressent les lois de la guerre en se battant sans uniforme (évitant ainsi les risques que celui-ci leur faisait courir) leur retire la protection de ces mêmes lois. Faisant prisonniers les armes à la main, ils sont fusillés sur-le-champ.

Or, le cas du terrorisme est extrêmement grave. Non seulement il fait la guerre sans uniforme, mais il s'attaque en général, hors du champ de bataille, que des civils désarmés, incapables de se défendre et normalement protégés par les lois de la guerre.

Encadré par une vaste organisation qui prépare sa tâche et lui en facilite l'exécution, assure son repli et sa protection, il ne prend pratiquement aucun risque, ni celui d'une riposte de ses victimes, ni celui de comparaître devant la justice. Quand on a décidé de tuer n'importe qui, n'importe quand et n'importe où, dans le seul but de terroriser la population en faisant un certain nombre de cadavres dans les rues d'une ville, ou sur les chemins de nos campagnes, il est très facile dans le cadre de nos lois actuelles d'échapper à la police.

Et c'est un fait qu'à Alger, lorsque au cours de l'année 1956 le F. L. N. est mis en place dans la ville l'organisation de guerre clandestine que nous avons décrite, il n'était plus possible aux forces de la police d'arrêter un seul terroriste. Devant la course sans cesse croissante des attentats, la police dut avouer son impuissance et faire appel à l'armée.

Sans l'intervention massive de l'armée, en particulier de la 10^e division parachutiste, au début de l'année 1957, la ville entière allait tomber au pouvoir de F. L. N., sa perte entraînant à coup sûr l'abandon de l'Algérie.

Or, dans une grande ville les forces de police peuvent, dans une certaine mesure, grâce l'action des terroristes, et retarder leur malincompréhension sur la population. Obligés d'agir dans la clandestinité, leur installation sera lente et difficile, et une action massive et érogique de l'armée pourra même les arrêter (Alger, 1957).

La préparation à la guerre

Mais dans les régions non protégées qui couvrent la majeure partie du territoire national, particulièrement dans la vaste zone des campagnes habitées, où les forces de police sont inexistantes, l'action des terroristes ne rencontrera, au début d'un conflit, aucune opposition et sera d'une efficacité redoutable.

Quelques attentats isolés révéleront d'abord l'existence d'un mouvement partiellement organisé. Ils alertent l'opinion et finiront à la prudence. Ensuite le terrorisme sélectif éliminera les petits notables, les petits fonctionnaires, nos agents divers qui n'auraient pas compris ce premier avertissement ou qui tardaient à se rallier. Les cadres administratifs seront supprimés ou neutralisés; le silence, puis la complicité des habitants sans protection contre les terroristes seront acquis. Le champ sera libre pour que les agents de l'ennemi organisent la population et la manipulent à leur gré.

Dès lors, au sein de ces populations, préalablement acquiesces par le terrorisme, les petites bandes armées, chargées de mener la guérilla, pourront s'installer, suivant l'expression de Mao Tse-toung, comme des poissons dans l'eau. Nourries, éclairées, protégées, elles pourront sans difficultés entrer en guerre contre les forces de l'ordre.

La guerre moderne exige un support inconditionnel des populations; ce soutien devra être maintenu à tout prix. Ce sera encore le rôle du terrorisme.

Une surveillance implacable sera exercée sur tous les habitants; tout soupçon ou indice d'immoralité sera puni de la peine de mort qui ne surviendra bien souvent qu'après d'effroyables tortures.

Les atrocités commises par le F. L. N. en Algérie pour maintenir son emprise sur la population sont innombrables. Je n'en citerai qu'un exemple pour montrer le degré qu'elles ont pu atteindre dans certaines régions :

« Au mois de septembre 1958, les forces de l'ordre se sont emparées des archives d'un tribunal militaire d'une région F. L. N. Dans le seul canton de Michelet, arrondissement de Fort-National en Kabylie, plus de 2.000 habitants ont été condamnés à mort et exécutés entre le 1^{er} novembre 1954 et le 17 avril 1957. »

Le terrorisme est donc bien une arme de guerre. Et ceci est un fait nouveau qu'il est de la plus haute importance de signaler.

Cette arme est pourtant ancienne; mais, jusqu'aujourd'hui, elle n'avait été utilisée que par des révolutionnaires isolés pour des attentats spectaculaires visant principalement de hautes personnalités politiques : souverains, chefs d'État, ministres, etc.

En Indochine même, si la guérrilla a atteint un développement remarquable qui a permis aux Viet-minh de remporter finalement la victoire, le terrorisme n'a jamais été systématiquement employé. Les attentats en plastique devant le théâtre de Saïgon, par exemple, qui ont fait le plus de victimes, n'étaient pas le fait des Viet-minh (voir le livre de Graham Greene: *Un Américain bien tranquille*).

Le terrorisme ne doit donc plus être considéré isolément comme un criminel ordinaire. Il se fait, en effet, dans le cadre de son organisation, sans intérêt personnel, pour une cause qu'il estime noble, et un idéal respectable, comme tous les soldats des armées qui s'efforcent. Il tue sans haine, sur l'ordre de ses chefs, des individus qui lui sont inconnus avec la même efficacité que le soldat sur le champ de bataille. Les victimes sont souvent des femmes et des enfants, presque toujours des individus surpris sans défense. Mais à une époque où le bombardement des villes ouvertes est admis, où pour hâter la fin de la guerre dans le Pacifique nos alliés n'ont pas hésité à raser deux villes japonaises avec la bombe atomique, on ne peut valablement le lui reprocher¹.

1. Yusuf Saad, chef de la Zone Autonome d'Alger (Z. A. A.) nous dit après son arrestation :

« J'ai fait déposer en ville mes bombes à la main, parce que je ne disposais pas comme vous d'avions pour les transporter. Mais elles ont fait moins de victimes que vos bombardements par l'aviation sur nos villages du djebel. Je fais la guerre, vous ne pouvez pas me le reprocher. »

Le terroriste est en fait devenu un soldat, comme l'aviateur, le fantassin ou l'artilleur.

Mais l'aviateur qui survole une ville sait que les chefs de la D. C. A. qui le protègent peuvent le tuer ou le captiver. Il est prêt à subir les souffrances les plus atroces que le fer ou le feu de l'ennemi lui infligent.

Blessé sur le champ de bataille, le fantassin accepte de souffrir dans sa chair, et souvent de longues heures, lorsque tombé entre deux lignes il est impossible de le ramasser. Il n'est pourtant jamais venu à l'esprit d'un de ses camarades et de demander, par exemple, que l'ennemi recoure à l'emploi du fusil, de l'épée ou de la bombe. Blessé, le soldat va, s'il le peut, à l'hôpital, estimant que c'est là son sort normal.

Le soldat admet dans les souffrances physiques comme inhérentes à son état. Les risques courus sur le champ de bataille et les souffrances qu'il y endure sont la marque de la gloire qu'il y recueille.

Or, le terroriste prétend aux mêmes honneurs, mais il refuse les mêmes servitudes. Son organisation lui permet d'échapper aux forces de police, ses victimes ne peuvent se défendre, l'ennemi ne peut utiliser contre lui la puissance de ses armes puisque'il se dissimule en permanence au sein même des populations paisibles.

Mais il faut qu'il sache que lorsqu'il sera pris, il ne sera pas traité comme un criminel ordinaire, ni comme un prisonnier fait sur un champ de bataille.

En effet, ce que recherchent les forces de l'ordre qui l'ont arrêté, ce n'est pas de punir un criminel pour lequel d'ailleurs sa responsabilité personnelle n'est pas engagée mais, comme dans toute guerre, la destruction de l'armée adverse ou sa soumission.

On lui demandera donc peu de précisions sur les ou les attentats qu'il peut avoir commis ou non, et qui sont d'un point accessoire, sans intérêt immédiat, mais des renseignements précis sur son organisation. En particulier, chaque homme a un chef qu'il connaît; c'est d'abord le nom de ce chef qu'il devra donner, et sa résidence afin qu'on puisse procéder sans délai à son arrestation.

Pour cet interrogatoire, il ne sera certainement pas assisté d'un avocat. S'il donne avec difficulté les renseignements demandés, l'interrogatoire sera rapidement terminé; alors, des spécialistes devront, par tous les moyens, lui arracher son secret. Il devra alors, comme le soldat, affronter la souffrance et peut-être la mort qu'il a su éviter jusqu'alors.

Or aussi, le terroriste doit le savoir et l'accepter comme un fait inhérent à son état et aux procédés de guerre qu'en toute connaissance de cause ses chefs et lui-même ont choisis¹.

1. Les résistants en France sous l'occupation violaient les lois de la guerre. Ils savaient qu'elles ne leur seraient pas appliquées et étaient parfaitement conscients des risques auxquels ils s'exposaient. Leur gloire, c'est de les avoir, en toute connaissance de cause, volontairement affrontés.

L'interrogatoire terminé, il aura place parmi les soldats. Il sera déterminé un prisonnier de guerre comme les autres et mis dans l'impossibilité de reprendre les hostilités jusqu'à la fin du conflit.

Il serait aussi vain et aussi injuste de lui reprocher les attentats qu'il a pu commettre que de rendre responsables le fantôme ou l'aviateur des morts causés par les armes qu'ils ont utilisées.

La guerre, a dit Clausewitz, est un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté. Elle s'accompagne de restrictions infinies, à peine dignes d'être mentionnées, et qu'elle impose sans le nom « de droit des gens », mais qui n'affaiblissent pas sa force. La violence physique est donc le moyen, la fin d'imposer sa volonté à l'ennemi.

Dans une affaire aussi dangereuse que la guerre, les erreurs dues à la hâte d'agir sont la pire des choses. Comme l'usage de la force physique dans son intégralité n'exclut nullement la coopération de l'intelligence, celui qui ne recule devant aucune effusion de sang prendra l'avantage sur son adversaire si celui-ci n'agit pas de même.

L'on ne saurait introduire un principe modérateur dans la philosophie de la guerre sans commettre une erreur.

Ces principes de bases de la guerre classique perdent toute leur valeur dans la guerre moderne.

Cependant, si la violence est une nécessité inéluctable de la guerre, toute violence qui n'est pas nécessaire doit être rigoureusement bannie. Les

La préparation à la guerre

interrogatoires sur lesquels est basé le rendement d'une arme dans la guerre moderne, devront être conduits par des spécialistes nombreux, connaissant parfaitement la technique à employer.

La première condition à remplir pour qu'un interrogatoire soit rapide et efficace sera de disposer d'interrogateurs sachant ce qu'ils peuvent demander au terroriste interrogé. Pour cela, il est d'abord indispensable de le situer exactement dans l'organisation de l'organisation à laquelle il appartient. Ils devront donc connaître à fond l'organisation attaquée. Il serait vain de demander à un collecteur de fonds où sont cachés des armes ou des bombes. Toute organisation clandestine est strictement cloisonnée, et il n'en sait rien. Tentar de le lui demander serait donc une perte de temps inutile.

Par contre, il sait à qui il remet les fonds qu'il collecte et dans quelles conditions. C'est la seule question qui devra lui être posée.

On sait aussi que le simple terroriste agit en équipe de trois hommes. Il connaît donc son camarade et son chef de demi-cellule. Ce sont les seuls renseignements qu'il pourra fournir, mais il devra les donner rapidement; sinon les individus recherchés auront le temps de disparaître, la filière sera rompue et un long travail de recherche bien souvent infructueux.

Les interrogateurs s'efforceront toujours de ne pas porter atteinte à l'intégrité physique et morale

des individus. La science peut d'ailleurs très bien mettre à la disposition de l'armée les moyens pour y parvenir.

Mais nous ne devons pas essayer de tricher avec nos responsabilités. Et c'est tricher que d'admettre naïvement que l'artillerie ou l'aviation peuvent bombarder des villages où se trouvent des femmes et des enfants qui seront inutilement massacrés, alors que le plus souvent les commandés visés auront pu s'enfuir, et refuser que des spécialistes en interrogeant un terroriste permettent de se saisir des vrais coupables et d'épargner les innocents.

Le terrorisme est donc devenu entre les mains de nos adversaires une arme de guerre redoutable, qu'il ne nous est plus permis d'ignorer. Essayée en Indochine, mais au point en Algérie, elle peut leur permettre toutes les audaces, même une attaque directe du territoire métropolitain. Grâce au parti communiste déjà en place et familiarisé avec la clandestinité, ils ne rencontreraient pas de grandes difficultés.

Une bande de gangsters sans idéologie politique, mais sans scrupule et décidée à employer les mêmes moyens, constituerait à elle seule un grave danger.

À la lumière des événements actuels, nous pou-

vous sans difficultés pouvoir dans ses grandes lignes le déroulement d'une prochaine agression :

Quelques hommes de main organisés et bien entraînés feront régner la terreur dans les grandes villes. Si le but poursuivi est seulement de mettre chaque nuit en certains nombres de cadavres anonymes dans les rues pour terroriser les habitants, une organisation spécialisée n'aura aucune difficulté, dans le cadre de nos lois actuelles, à échapper aux poursuites de la police. Les nombreux attentats commis actuellement dans nos grandes villes et qui ne sont qu'un prélude destiné à faciliter la mise en place d'une organisation de guerre importante et à la redier, montrent journellement d'une façon tangible l'inefficacité de la police traditionnelle contre les terroristes modernes. Lorsqu'une attaque d'envergure sera déclenchée, la police court le risque d'être rapidement submergée.

Dans nos campagnes, et plus particulièrement dans les régions accidentées : Massif central, Alpes ou Bretagne, où la population n'a aucune protection permanente, de petites bandes bloqueront sans difficultés la circulation dans les passages difficiles. Il leur suffira de tuer les passagers des deux ou trois premières voitures qui franchiront un col isolé pour l'interdire définitivement à la circulation. Quelques rafales, ou mieux, quelques attentats préventifs soigneusement exécutés dans de rares villages environnants, obligeront d'abord les habitants à pourvoir à l'entretien des bandes et les

LA GUERRE MODERNE

empêcheront de remporter utilement les succès.

Les rares opérations de police timidement menées avec de faibles effectifs tomberont dans le vide. Ces échecs inciteront bon nombre d'aventuriers à rejoindre ces premiers hors-la-loi qui deviendront rapidement des rebelles.

D'innombrables zones seront ainsi pratiquement abandonnées à nos adversaires, et échapperont à notre contrôle.

La voie sera ouverte à la guérilla.

Terrorisme dans les villes, guérilla dans les campagnes, la guerre sera commencée.

Voilà le scénario simple, bien connu maintenant, qui peut, à tout instant, se déclencher contre nous.

V DÉFINITION DE L'ADVERSAIRE

Pour connaître efficacement une guerre et vaincre, il est indispensable de définir et de situer exactement l'adversaire qui nous est opposé. C'est la première condition à réaliser pour que nos coups portent juste.

Autrefois, l'ennemi était facile à situer. Suivant les périodes de notre histoire, il se trouvait de l'autre côté du Rhin ou de la Marche, ou il en venait. Il avait ses buts de guerre, simples et précis, comme nous avions les nôtres et il aurait été vain de tenter par une propagande, si habile fût-elle, de le convertir à notre cause, ou d'empêcher lui faire cesser le combat avant de l'avoir vaincu.

Pour vaincre, la nation et son chef mettaient en œuvre toutes leurs ressources matérielles et morales. Tout individu qui pactisait avec l'adversaire, ou favorisait d'une façon quelconque ses desseins, était considéré comme un traître et traité comme tel.

Dans la guerre moderne l'ennemi est extrêmement difficile à définir. Aucune frontière matérielle ne sépare les deux camps. La limite entre nous et

canonnière passe au sein même de la nation, dans un même village, quelquefois dans une même famille. C'est souvent une frontière idéologique, immatérielle, qui doit cependant être impérativement fixée, si nous voulons atteindre sûrement notre adversaire et le vaincre.

L'art militaire étant simple et test d'exécution, c'est seulement lorsque nous aurons défini notre adversaire que les problèmes apparemment complexes posés à l'armée par la guerre moderne nous ramèneront à ses possibilités et facilement résolus.

Les critères pour y parvenir seront difficiles à trouver; cependant, une étude des causes de la guerre et des buts poursuivis par nos adversaires nous permettra de les découvrir.

La période de préparation, qui précède l'ouverture des hostilités, se fait en général sous le couvert d'un parti politique à existence légale; nos adversaires peuvent donc s'introduire à l'intérieur de nos frontières et sous la protection même de nos lois.

Couverts par la légalité, ils s'efforcent :

— de créer à l'intérieur du pays et à l'étranger un climat favorable à leur cause,

— de mettre en place sur notre propre territoire les éléments essentiels de leur organisation de guerre.

Le fait que la guerre moderne n'est pas officiellement déclarée comme elle l'était autrefois, que l'état de guerre n'est généralement pas proclamé,

permet à nos adversaires de continuer à bénéficier d'une législation du temps de paix, pour poursuivre ouvertement ou clandestinement leur action. Cette fiction de la paix, essentielle à la poursuite de leur dessein, ils s'efforcent par tous les moyens de la préserver.

Le moyen le plus sûr pour dévoiler nos adversaires sera donc de déclarer l'état de guerre le plus tôt possible, au plus tard lorsque les premiers symptômes de la lutte ouverte se seront révélés : attentats politiques, terrorisme, guérillas, etc.

À ce stade, les préparatifs de nos ennemis seront très avancés, le danger très grand, le minimum serait une erreur capitale.

Dès lors, tout parti qui a soutenu, ou qui soutient nos adversaires, sera considéré comme le parti de l'ennemi.

Desire le gouvernement et son armée, la nation attaquée ne fera qu'un bloc.

Une armée, en effet, ne peut se mettre en campagne qu'avec le support moral de la nation; elle en est l'image fidèle, puisqu'elle est composée de la totalité de sa jeunesse, et qu'elle porte en elle les espoirs de la patrie. Son action indiscutée doit être exaltée dans le pays pour lui conserver la noblesse des justes causes qu'elle est chargée de faire triompher. L'armée chargée de mener le combat doit recevoir de la nation un support sans réserve, affectueux et dévoué. Toute propagande qui porterait atteinte à son moral, en lui faisant

douter de la nécessité de ces sacrifices, devra être impitoyablement répété.

Dès lors, l'armée aura où frapper. Tout individu qui, d'une façon quelconque, favorisera les desseins de nos adversaires, sera considéré comme un traître et traité comme tel.

Dans les pays totalitaires, pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur l'adversaire à frapper, les frontières idéologiques ont été rattachées aux frontières géographiques. Tous les ennemis du pouvoir établi ont été probablement éliminés ou refoulés hors du territoire national.

Sans employer ces procédés extrêmes, incompatibles à coup sûr avec l'idéal de liberté qui nous est cher et la civilisation que nous défendons, il reste évident que nous ne pourrions vaincre un adversaire que si nous l'avons nettement défini.

L'ennemi, avec le auquel maintenant, ce n'est pas seulement quelques bandes armées qui se battent sur le terrain, mais une organisation qui le ravitaille, le renseigne, évacue ses blessés. C'est tout un système que nos lois démocratiques tolèrent au sein même du pays attaqué et qui, clandestinement ou ouvertement, peut agir pour que les mesures qui permettent de porter des coups décisifs à l'adversaire ne soient jamais prises ou soient indifféremment retes.

VI LA DÉFENSE DU TERRITOIRE

Idees générales.

Puisque l'enjeu de la guerre moderne est la conquête de la population, notre premier objectif sera donc d'assurer sa protection en lui donnant les moyens de se défendre, particulièrement contre le terrorisme.

Ensuite nous devons préparer et mettre en place des organisations capables en tout temps de détecter les éléments que nos ennemis s'efforcent d'introduire sur notre territoire pour préparer la lutte ouverte.

Enfin, si les hostilités ont été déclenchées, d'emblée si le terrorisme et le guérilla se sont installés sur une portion importante de notre territoire, nous devons les combattre avec des moyens appropriés, mais qui seront d'autant plus efficaces qu'ils auront été étudiés et mis en place dès le temps de paix.

Nécessité d'une organisation pour permettre aux habitants de participer à leur propre défense.

Les écoles militaires enseignant les doctrines classiques de la guerre font état de facteurs de décisions plus ou moins nombreux :

- la mission,
- l'ennemi,
- le terrain,
- les moyens.

Il est par contre généralement fait abstraction d'un facteur qui est essentiel dans la conduite de la guerre moderne : c'est l'habitant.

Le champ de bataille aujourd'hui n'est plus vide, il n'a plus de limite; il peut englober des nations entières. L'habitant, chez lui, est au centre du conflit. Parmi les actions diverses des troupes sans cesse en mouvement, il est l'élément le plus stable. Bien qu'il soit, en fait, les deux camps sont amenés à le faire participer au combat; sous une certaine forme, il est devenu un combattant. Il est donc essentiel de le préparer au rôle qu'il aura à jouer et de le mettre en état de le remplir à nos côtés avec efficacité.

Pour que l'habitant échappe à la menace des organisations ennemies, pour qu'il cesse d'être une cible isolée qu'aucune force de police n'est en mesure de protéger, nous devons le faire partici-

per lui-même à sa propre défense. Pour cela nous le ferons entrer au sein d'une organisation hiérarchisée, englobant l'ensemble des populations. Personne n'aura la possibilité de s'y soustraire, afin que chacun, à chaque instant, puisse répondre aux ordres de ses chefs, civils ou militaires, pour participer aux mesures de protection.

Le contrôle des masses par une stricte hiérarchie, et souvent même par plusieurs hiérarchies parallèles, est l'arme maîtresse de la guerre moderne. C'est lui qui permet à nos adversaires de détecter rapidement tout élément hostile au sein des populations qu'ils envahissent. Ce n'est que lorsque nous aurons créé une organisation semblable que nous pourrons à notre tour détecter, puis éliminer rapidement les individus que l'ennemi tentera d'introduire chez nous.

La mise en place d'une telle organisation se heurtera à de sérieuses difficultés. Mais elles ne seront pas insurmontables, si nous avons la ferme volonté d'aboutir. Les bonnes volontés ne manquent pas; le danger les fera naître. L'expérience de la bataille d'Alger a permis d'en poser les bases précises.

Il suffira le plus souvent de désigner dans une ville un homme énergique et solidaire, et un ou plusieurs adjoints sûrs qui mettront, avec une aide minime des autorités, l'organisation projetée en place.

Le principe est en effet très simple : le chef

désigné découpera la ville en quartiers, à la tête desquels il placera un chef et deux ou trois adjoints.

Ceux-ci à leur tour diviseront le quartier en îlots, et désigneront pour chacun d'eux, un chef et plusieurs adjoints.

Enfin, chaque building ou groupe de maisons recevra un chef et deux ou trois adjoints en contact direct avec la population.

Une enquête sérieuse sera nécessaire pour la désignation des membres de l'organisation, et pour éviter tout mystère. Néanmoins, le système de cooptation obligatoirement employé, rendant chacun des membres responsable de la désignation et du contrôle de ses subordonnés immédiats, permettra une mise en place rapide et sûre de tous les éléments.

Dans les territoires d'entre-mer ou en période de crise lorsque, pour de multiples raisons, nous ne serons pas assurés du loyalisme des populations, principalement si l'organisation existante déjà en place est suffisamment forte pour obliger la population à la prudence, le problème sera plus complexe, car les habitants feront toute responsabilité qui pourrait les désigner aux coups de l'adversaire.

La pyramide de l'organisation sera dans ce cas

créée en partant de la base et par les forces de police chargées du maintien de l'ordre. Les escadrons de gendarmes mobile, rompus par métier aux contacts policiers avec les populations, seront particulièrement qualifiés pour s'acquitter de cette tâche délicate.

Ils procéderont d'abord à un recensement rigoureux de toute la population.

Le premier chef de la hiérarchie à mettre en place sera le chef naturel : le chef de famille. Il sera rendu responsable de tous les habitants de son appartement ou de sa maison, et tiendra à jour la liste établie au moment du recensement.

A l'échelon au-dessous, et pendant les opérations de recensement, il sera toujours facile de désigner le chef d'un groupe de maisons (ou d'un building, ou d'un étage dans un building) qui sera rendu responsable d'un certain nombre de chefs de famille, quatre ou cinq au maximum.

Enfin, lorsque le recensement sera terminé, et qu'un contact étroit sera pris avec la population, on procédera à la désignation des chefs d'îlots.

Un chef d'îlot pourra, suivant le découpage de la ville, être rendu responsable d'une dizaine de chefs de groupe de maisons.

Son rôle sera très important. Il ne pourra donc être désigné qu'après une étude sérieuse et par le Commandement.

La condition essentielle pour devenir chef d'îlot sera d'avoir des attaches solides dans l'îlot (être

conséquent, avoir une nombreuse famille, être si possible riche..., etc.), c'est-à-dire avoir un standing de vie qui puisse difficilement être abattu.

Il n'y aura pas d'échelon hiérarchique au-dessus du chef d'îlot. Son rôle serait trop important pour qu'il reste facilement commandable et il serait pour nos adversaires une cible trop vulnérable.

L'organisation sera en fait en forme de pyramide dont les chefs d'îlots constitueront la petite base.

Un organisme spécial — civil et militaire — devra, en cas de guerre, être mis en place pour l'ensemble d'une ville moyenne, ou par quartiers dans les grandes villes. Son rôle essentiel sera de transmettre aux chefs d'îlots les ordres de commandement, de les faire exécuter, et de recueillir les renseignements que les chefs d'îlots devront leur faire parvenir. En contact permanent avec eux il s'assurera, en permanence, de la bonne exécution des consignes aux divers échelons de la hiérarchie.

Le recensement de la population aura permis de donner à chacun des habitants un certificat de recensement : dont un ou deux exemplaires resteront à la disposition des forces de l'ordre.

Il portera obligatoirement une photographie de l'individu, mais surtout :

- le numéro du groupe de maisons. . . Ex. : 3
- la lettre de l'îlot. Ex. : B
- le numéro du quartier de la ville . . Ex. : 2

L'ensemble constituera un véritable numéro minifonologique :

2. II. 3.

qui permettra au cours de fréquents contrôles de connaître exactement la situation de tout individu et de fixer la responsabilité des chefs dont il dépend.

Cette organisation permettra au commandement de faire participer des éléments importants de la population à leur propre protection. Ils pourront dans une certaine mesure participer au service d'ordre et exécuter des missions de police simples : la détection, la surveillance et parfois l'arrestation d'individus dangereux s'effectueront sans difficulté ; la transmission des consignes sera toujours facile et rapide. Elle deviendra donc rapidement un des éléments essentiels du commandement territorial, qui prendra progressivement une importance sans cesse accrue. Un bureau spécial, appelé *Bureau de l'Organisation et du Contrôle de l'opinion*, sera nécessaire pour en contrôler l'activité.

Si la situation venait à l'exiger, cet organisme serait en mesure d'établir sans délai un contrôle très strict du ravitaillement, des animaux et de tous moyens que pourraient utiliser en cas de crise nos adversaires contre nous. Cette organisation permettra de donner une définition précise du *hors-la-loi* : tout individu qui, dans des délais à fixer, n'y serait pas entré serait en effet un *hors-la-loi*.

Il sera donc nécessaire de rechercher dans la population des hommes capables d'être les chefs de l'organisation à ses divers échelons. La masse des habitants, par routine ou stérilité, est normalement dévouée au pouvoir établi et aux forces de l'ordre. Elle sera prête à nous aider si nous le lui demandons à condition que nous soutenions effectivement les gens qui se seront engagés à nos côtés et que nous soyons toujours en mesure de les protéger.

Or, cette protection est une des missions essentielles de l'Organisation des Populations.

Même dans les périodes les plus troublées, les hommes volontés ne manqueraient jamais. L'Indochine, puis l'Algérie l'ont amplement prouvé.

Mais nous ne devons pas oublier non plus que l'ambition a toujours été un mobile puissant pour

une élite jeune et dynamique qui veut sortir de l'attente et arriver. C'est à elle qu'il faudra faire largement appel, et que nous devrons nous attacher en récompensant, selon leur valeur, les services rendus.

Enfin, il nous sera toujours facile de nous assurer de leur fidélité en les plaçant au sein d'une hiérarchie qu'ils pourront difficilement quitter après y avoir été admis.

Une telle Organisation heurtera certainement notre vieil esprit individualiste et fera courir à nos libertés des dangers qu'il ne faut pas minimiser. L'analogie apparente avec certaines organisations totalitaires pourra permettre à nos adversaires des attaques faciles.

Nous ne devons pas nous laisser leurrer; la différence entre elles est fondamentale; notre organisation est une organisation de guerre défensive dont le seul but est d'assurer la protection des populations, particulièrement contre le danger du terrorisme. Aucun individu en y entrant n'aura à abdiquer une parcelle quelconque de ses libertés essentielles; mais face à l'ennemi commun chacun apportera avec discipline à ses semblables et à ses chefs une aide totale et sans réserve. La guerre gagnée, ou le danger passé, elle n'aura aucune mission de subsistance.

Cependant, pour éviter des abus toujours possibles, elle devra être sérieusement contrôlée, afin qu'elle reste uniquement un moyen de protection contre l'ennemi extérieur et ne devienne pas un moyen de pression de politique intérieure.

Elle ne peut être admise que si elle est calée dans un sentiment de justice et si les charges qu'elle nécessite sont équitablement réparties entre tous les habitants d'une même région, quelles que soient leurs conditions sociales.

Mais il ne faut pas perdre de vue non plus que c'est le seul moyen que nous avons pour assurer la protection des populations pacifiques et empêcher que le terrorisme ne les contraigne à une servitude autrement rigoureuse et insupportable.

Autrefois, les nations dépensaient des sommes colossales pour construire des fortifications destinées à les protéger contre les invasions.

Aujourd'hui l'Organisation des Populations : la formation d'une élite destinée à l'encadrement et à nous renseigner sur la pénétration clandestine de nos adversaires sur notre territoire constitue le moyen moderne de défense contre la guerre qui nous menace.

Tout pays qui ne l'a pas mis en place risque en permanence d'être envahi. Il existe des moyens financiers sans commune mesure avec ceux qui étaient autrefois nécessaires pour la construction des fortifications. Nous sommes donc sans excuse si nous ne le faisons pas.

Mise en place d'un service de renseignements.

Si nous avions un service de renseignements sûr, nous serions en mesure de déceler toutes tentatives d'infiltrations sur notre territoire, et nous pourrions découvrir les éléments que notre adversaire a introduits au sein même de nos populations et qui lui sont indispensables pour la présentation de l'action offensive projetée.

Où, les habitants les connaissent puisque'ils risquent d'envenimer leur esprit. Mais ils ne les dénonceront que dans la mesure où ils pourront le faire sans risque. La crainte de représailles leur interdira toujours de nous communiquer les renseignements qu'ils possèdent.

L'Organisation des Populations qui, dans une large mesure, leur assurera cette sécurité sera dans un important organisme de renseignements.

La mise en place aura d'abord permis de passer au crible la totalité des habitants et de connaître le milieu dans lequel ils vivent. Des contacts précieux seront pris, de ce seul fait, et une certaine confiance établie avec les forces de l'ordre.

Ensuite, les réunions fréquentes des responsables aux divers échelons permettront des rapports réguliers et fréquents entre les autorités et les représentants qualifiés de la population. De nombreux renseignements seront ainsi recueillis, dont nos adversaires ne parviendront pas à déceler

l'origine. Nous aurons donc créé ainsi un premier élément de sécurité et de détente.

SERVICE DE RENSEIGNEMENTS EN SURFACE.

Mais il n'est pas concevable d'espérer transformer tous les habitants en agents.

Cependant, le guerre moderne exerçant son emprise sur l'ensemble de la population, nous devons être renseignés partout. Nous devons donc disposer d'un vaste réseau de renseignements en surface, qui devra être installé si possible avant l'ouverture des hostilités.

Nous nous plaignons en période de crise de ne plus être renseignés; nous accusons injustement la population de se dérober et de ne pas nous donner les renseignements qu'elle possède. Souvent même, et parce que nous n'avons rien préparé, nous serons tentés d'obtenir par la violence des renseignements qu'un service bien organisé nous aurait donnés sans difficulté.

Le terrorisme silencieux, nous l'avons vu, supprimera avant même l'ouverture des hostilités nos agents de renseignements habituels : les notables, les petits fonctionnaires seront ses premières victimes. Le menace des organisations de guerre de l'ennemi condamnera rapidement la population au silence. Lorsque les hostilités s'ouvriront, nous serons brusquement coupés de toutes sources de renseignements, si nous n'avons rien prévu pour y parer.

Avant même que la population ait été organisée, nous devons donner à certains éléments de la population la possibilité de nous renseigner en sécurité.

L'ère est passée où des services spécialisés recrutent quelques agents au hasard des circonstances et dans un milieu bien spécial de la société.

Nous devons donc disposer de centres de formation accablés nombreux et discrètement installés, capables de former en quelques jours un grand nombre d'habitants au rôle d'agent que nous leur demanderons de remplir. Leur formation sera essentiellement pratique; elle se bornera à leur apprendre quelques procédés élémentaires pour transmettre des renseignements simples : (téléphone, boîte postale, boîte, etc.) qui seront suffisants pour assurer leur sécurité.

Nous les disperserons ensuite dans toutes les branches de l'activité humaine. Dans les usines, les chantiers divers, les administrations, les grands services publics, etc. Partout où des gens se rassembleront, nous serons, grâce à eux, présents. Nous pourrions presque toujours les recruter dans les milieux mêmes qui nous intéressent, sinon nous leur procurerons un emploi correspondant à leurs aptitudes professionnelles qui leur servira de couverture.

Ces agents « bénévoles » donneront des renseignements d'assistance, et nous serons certains de connaître les agents que l'ennemi s'efforcera d'introduire dans

LA GUERRE MODERNE

la population, c'est-à-dire ses activistes de base : collecteurs de fonds, propagandistes, meneurs de grèves, etc., qui constituent généralement le premier échelon de l'organisation adverse. Travaillant dans leur milieu, souvent avec eux, ils les découvriront sans difficulté.

Ce réseau de renseignements, malgré ses dépenses et le nombre considérable d'agents qu'il mettra en œuvre pourra être mis en place à peu de frais. L'emploi que nous leur procurerons leur garantira une solde fixe. Des primes de rendement variables seront en général suffisantes pour entretenir leur zèle.

RENSEIGNEMENT-ACTION.

Un renseignement n'est rien en lui-même, surtout en période de crise, s'il n'est pas rapidement exploité. Nous serons donc amenés à créer un service de Renseignement-Action, en mesure d'exploiter lui-même, dans les meilleurs délais, ses propres renseignements.

Certains éléments du service de renseignements en casernes qui auront fait preuve de qualités exceptionnelles pourront entrer au service du Renseignement-Action. Ils devront être capables de détecter, de suivre, et quelquefois d'arrêter eux-mêmes les agents ennemis intéressants qu'ils auront découverts.

Mais nos meilleurs agents nous seront fournis

La préparation à la guerre

par l'adversaire lui-même. Au cours des interrogatoires, nous devons toujours avoir présente à l'esprit la pensée que la plupart des individus arrêtés, si nous avons assez de soupçons, peuvent changer de camp. Beaucoup d'entre eux ne sont passés au service de l'ennemi que par la contrainte, et n'y sont restés que par la menace d'un chantage permanent. Si nous leur offrons généralement une autre vie et notre protection, ils seront nos collaborateurs les plus sûrs.

Pour d'autres, il suffira de les amener à dénoncer ouvertement les membres de leur organisation qu'ils connaissent, en particulier leurs chefs et leurs subordonnés. Ils n'auront désormais plus la possibilité de nous trahir et collaboreront avec nous, qui sommes seuls en mesure d'assurer leur protection.

Enfin, l'expérience a montré que si, au bas échelon de la hiérarchie, les aveux et les confessions sont difficiles à obtenir, à partir d'un certain niveau, et surtout parmi les intellectuels, elles sont le plus souvent faciles et rapides.

C'est ainsi que nous recruterons les agents de base de notre service de Renseignement-Action. Bien encadrés par des éléments spécialisés des forces de l'ordre, ils seront en mesure de participer eux-mêmes à l'exploitation de leurs propres renseignements en vue de la destruction de l'organisation adverse.

Mais, sauf pour quelques individus, capables de

LA GUERRE MODERNE

jouer le rôle d'agent double, leur rentabilité sera de courte durée. Nous devons constamment les renouveler, en particulier lorsque tous les renseignements qu'ils connaissent aurent été exploités.

Ce service devra donc être en liaison étroite avec tous les éléments chargés de l'exploitation, en mesure de suivre de très près toutes les opérations de police, être au courant de toutes les arrestations, afin d'utiliser au maximum toutes les possibilités de recrutement.

POURSUIVRE DE L'ADVERSAIRE.

Un service de renseignements bien organisé nous fera connaître les éléments de l'organisation de guerre que nos adversaires s'efforcent d'implanter sur notre territoire.

La solution la plus efficace consisterait sans doute à les détruire avant qu'ils ne constituent un danger. Cependant, si pour des raisons diverses — en général d'ordre politique — nous n'y sommes pas autorisés, nous devons suivre leur évolution afin de toujours être en mesure de les arrêter lorsque l'ordre nous en sera donné.

La meilleure solution pour être bien informés consistera à introduire nos propres agents dans l'organisation ennemie et de provoquer ainsi son pourrissement.

Ce sera, certes, un travail délicat que seuls

La préparation à la guerre

quelques agents confirmés soient en mesure de remplir.

Cependant, au fur et à mesure que l'organisation adverse possède de l'extension, ses adversaires qui travaillent en pays ennemi auront toujours une liberté d'action limitée; ils rencontreront des difficultés de plus en plus grandes pour recruter un personnel de plus en plus nombreux. Ils n'auront plus la possibilité d'exercer un contrôle rigoureux sur tous leurs agents. Nous aurons donc des possibilités, qu'il faudra mettre à profit, pour introduire nos propres agents dans leur organisation.

Dans ce domaine aussi, les meilleurs éléments nous seront fournis par l'adversaire lui-même. La protection d'une organisation clandestine est assurée par un cloisonnement rigoureux; les contacts personnels aux échelons élevés sont rares, pour des raisons de sécurité. Un service de renseignements bien entretenu sera donc fréquemment la possibilité d'arrêter dans le secret le plus absolu des membres de l'organisation ennemie. Nous devons nous efforcer de les faire passer rapidement à notre service, en les faisant passer dans leur organisation après avoir établi avec eux un code de liaisons sûres.

Si nous ne devons pas minimiser la valeur de nos adversaires, nous ne devons pas non plus les surestimer, et leur attribuer des possibilités qu'ils sont loin de posséder. Ils seront toujours d'inoco-

LA GUERRE MODERNE

beaucoup de difficultés à surmonter. Ce qui facilite leur action, c'est l'absence d'un service spécial mis en place pour les combattre et la liberté pratiquement totale que nous leur laissons dans le domaine de la clandestinité.

Si nous nous sommes préparés dès le temps de paix à affronter la guerre moderne, c'est-à-dire :

— si nous avons mis nos populations en état de défense,

— si nous avons pris nos dispositions pour être en tout temps renseignés sur les préparatifs de nos adversaires et leurs intentions, nous n'aurons aucune difficulté pour prendre en temps voulu les mesures nécessaires pour réduire rapidement nos adversaires à l'impuissance.

Cette possibilité ne leur a d'ailleurs pas échappé; elle sera vraisemblablement suffisante pour décourager toute tentative d'opération de force et pour maintenir la paix.

Si cependant nos adversaires décidaient de passer à la lutte ouverte, nous aurions en main les moyens pour réduire à notre merci tout ennemi qui tenterait de porter la guerre sur notre territoire.

Deuxième partie

LA CONDUITE DE LA GUERRE

ASPECT POLITIQUE DE LA GUERRE

IDÉES GÉNÉRALES

Si les mesures précédemment préconisées n'ont pas été prises, nos adversaires pourront engager la lutte ouverte pour atteindre leur but final : *Renverser le pouvoir établi et le remplacer par leur propre système.*

L'enjeu de la lutte étant la population, la guerre revêtira donc deux aspects :

Un aspect à caractère politique : action directe sur les populations.

Un aspect à caractère militaire : la lutte contre les forces armées de l'agresseur.

Nos adversaires ne déclencheront les hostilités que lorsqu'un certain nombre de conditions préalables auront été réalisées. Le mal sera donc profond et étendu. Il ne pourra être extirpé qu'avec des moyens puissants, une ferme intention de vaincre et de long délai.

ACTION DIRECTE SUR LES POPULATIONS.

Les opérations de guerre à l'intérieur des populations, dans les villes en particulier, se ramènent généralement à une vaste opération policière. Elles seront accompagnées d'une action psychologique menée en profondeur, destinée surtout à faire comprendre la nécessité des mesures prises, et suivies d'une large action sociale pour apporter aux populations l'aide matérielle et morale nécessaire pour leur permettre, après les opérations, de reprendre rapidement une activité normale.

Les opérations policières.

PRÉPARATION.

Nous avons vu dans un précédent chapitre comment était conduite par nos adversaires l'action

LA GUERRE MODERNE

sur les populations. Nous avons souligné le rôle capital du terrorisme appuyé par une organisation de guerre.

Les opérations menées dans les villes contre les organisations ennemies, prendront l'aspect de vastes opérations policières. Elles seront du ressort des forces de la police si elles disposent de moyens suffisants; dans le cas contraire l'armée devra les prendre à son compte.

Le but de l'opération policière ne sera pas seulement de rechercher quelques individus ayant commis des attentats, mais d'extirper du sein même de la population la totalité de l'organisation qui s'y est infiltrée et qui la manipule à son gré.

Les unités de l'armée étendront leur action simultanément sur l'ensemble de la ville, en jetant sur celle-ci un immense filet qui se superposera aux forces de la police déjà en place. Celles-ci ne seront pas désorganisées, mais continueront à travailler dans leur cadre normal, en apportant à l'armée une coopération entière.

Les actions en force de l'ennemi n'étant pas à redouter, l'armée opérera par détachements légers; un élément réservé très mobile, de la valeur d'une compagnie, permettra le plus souvent dans une ville même importante de parer rapidement à tout événement imprévu.

Les forces de la police mettent à profit la présence de l'armée, la protection et l'aide qu'elle leur apportera pour entreprendre sans délai :

La conduite de la guerre

— l'organisation et le contrôle de la population tel qu'il a été défini dans un précédent chapitre,

— la mise en place d'un service de renseignements en surface, puis d'un service de Renseignements-Action qui devront fonctionner le plus rapidement possible.

Ainsi à l'organisation ennemie nous serons en mesure d'opposer la nôtre. Si nous le voulons strictement, elle sera très vite en place. Travaillant en plein jour, avec une méthode et de grands moyens, les forces de l'ordre pourront souvent devancer nos adversaires qui, obligés à la clandestinité, ne disposeront toujours que de faibles ressources.

Ensuite et en liaison avec tous les services de police, nous nous efforcerons d'obtenir le maximum de renseignements sur l'organisation à détruire, et si possible d'en reconstituer l'organigramme. Adaptée à chaque ville suivant son importance et la situation, elle ne sera cependant jamais très différente dans ses grandes lignes de celle d'Alger en 1956-1957, qui est décrite au début de cette étude.

Conduite d'une opération policière.

Simultanément, les forces de l'ordre commenceront les opérations de police proprement dites. Elles se heurteront dès le début à de sérieuses difficultés. En effet, nous le savons, si l'ennemi a

ouvert les hostilités c'est parce qu'un certain nombre de conditions préalables ont été réalisées; en particulier c'est qu'il est en mesure d'exercer une sérieuse espionnage sur la population que les attentats auront terrorisée.

La population connaît les éléments de base de l'organisation ennemie, les collecteurs de fonds, les activistes, les terroristes des groupes armés vivent en contact permanent avec elle. Mais elle ne pourra les dénoncer que si elle peut le faire en sécurité.

C'est dans cette sécurité que nous devons impérativement lui assurer.

Ce sera un des buts de l'organisation des populations et de nos services de renseignements. Mais nous ne pourrions pas attendre que ceux-ci soient en place pour obtenir d'elle les renseignements qui nous sont nécessaires. Les opérations devront donc commencer aussitôt que l'armée aura mis en place son dispositif.

Les habitants seront d'abord rassemblés en totalité et par quartier. Ils seront ensuite rapidement interrogés, individuellement et en secret, dans une série de petites pièces que nous aurons préalablement aménagées. Chaque grade d'une unité d'intervention devra être capable de leur poser des questions simples dont la plus fréquente sera celle-ci :

— Qui collecte dans votre quartier les fonds de l'organisation?

Nous multiplierons les équipes d'interrogatoires. Un certain nombre d'habitants, assurés de ne pas être découverts, donneront sans difficultés les renseignements demandés. Après les avoir recueillis, nous procéderons à l'arrestation des individus signalés. Nous aurons ainsi des éléments de premier échelon de l'organisation ennemie.

Les arrestations — sauf urgence exceptionnelle — auront lieu la nuit, à la faveur du couvre-feu. Les forces de l'ordre pourront sans difficultés surgir avec peu d'effort de la surveillance de toutes les rues d'une ville. Tout individu surpris hors de son domicile la nuit sera considéré comme un suspect, arrêté et interrogé. Des petites patrouilles nombreuses pourront se déplacer rapidement et en sécurité appréhender chez eux la plupart des individus recherchés.

Ceux-ci, à leur tour, seront interrogés sans discontinuer par des équipes spécialisées. Ils devront nous donner rapidement le nom de leurs chefs et le lieu de leur résidence, afin qu'ils puissent être arrêtés avant le lever du couvre-feu. Au jour, en effet, ils seront certainement prévenus et se mettront hors de portée des forces de l'ordre.

Une série d'opérations semblables fera rapidement tomber en nos mains des éléments importants de l'organisation ennemie et la désorganiseront.

AUTRES PROCÉDÉS À EMPLOYER.

La raffe. — Lorsque nous aurons perité des chefs d'une certaine importance, après les avoir saisis, nous ferons défiler devant eux tous les individus rassemblés au cours d'une raffe. Ils désigneront sans difficulté les membres de leur organisation, qu'ils reconnaîtront et que nous pourrions arrêter sur-le-champ.

Poste d'observation. — D'autres fois, nous les placerons dans des « postes d'observation » aménagés sur les points de passage les plus fréquentés d'une ville. Ils signaleront (par radio ou par tout autre procédé) les individus reconnus à des équipes de surveillance qui les appréhenderont sans difficulté.

Certificat de recensement. — Lorsque le recensement sera terminé, l'utilisation du certificat établi pour chaque individu sera un des moyens les plus efficaces à employer. En effet, les membres importants de l'organisation ennemie ont toujours un ou plusieurs pseudonymes. Certains habitants peuvent parfois les avoir rencontrés, mais ne reconnaître ni leur nom, ni leur fonction, ni leur lieu de résidence. Or, ils pourraient aisément les reconnaître sur les certificats de recensement dont un double sera conservé par les autorités. Nous aurons ainsi non seulement leur adresse exacte, mais encore celle des habitants de notre organisation qui en

La conduite de la guerre

sont responsables (chefs de groupe de maisons et chefs d'îlot).

Mais la conduite d'une opération policière en pleine ville soulèvera de nombreuses difficultés. Il est nécessaire de signaler les principales afin de pouvoir plus facilement les surmonter.

1° La guerre moderne reste un fait nouveau pour la plupart de nos concitoyens. La conduite d'opérations systématiques rencontrera, même chez nos amis, une opposition résultant en général d'une méconnaissance totale de nos adversaires et de ses méthodes de guerre. Il nous sera parfois très difficile de les vaincre.

Le fait, par exemple, que l'organisation de guerre ennemie dans une seule ville comptera parfois plusieurs milliers d'hommes sera une surprise, même pour la plupart des hauts fonctionnaires de l'administration qui croyaient sincèrement n'avoir à lutter que contre quelques individus isolés.

Le premier problème posé, celui de loger les individus arrêtés, n'a été généralement pas été prévu. Les prisons, destinées à recevoir des délinquants de droit commun, seront rapidement insuffisantes et ne correspondront pas aux nécessités des opérations.

Les forces de l'ordre seront donc réduites à leur

interner dans des conditions imprévues, souvent déplorable, qui ne manqueraient pas de soulever des critiques, en elles-mêmes justifiées, et que nos adversaires ne manqueraient pas d'exploiter.

Dès l'ouverture des hostilités, des camps de prisonniers devront être aménagés, répondant aux conditions exigées par la Convention de Genève. Ils doivent être suffisamment vastes pour pouvoir héberger jusqu'à la fin de la guerre la totalité des prisonniers.

2° Par tous les moyens — et c'est de bonne guerre — nos adversaires s'efforceront de ralentir et, si possible, d'arrêter nos opérations en les gênant au maximum.

Le fait que l'état de guerre n'aura globalement pas été proclamé aura, nous l'avons déjà signalé, un de leurs moyens les plus efficaces pour y parvenir.

Ils s'efforceront, en particulier, d'obtenir que les terroristes arrêtés soient traités comme des criminels ordinaires, et les membres de leur organisation comme des délinquants mineurs du temps de paix.

Les archives de l'organisation terroriste d'Alger ont livré à ce sujet des documents particulièrement intéressants.

Nous ne sommes plus protégés par le Mystère, écrivait le chef F. L. R. d'Alger en 1957, lorsque l'armée est passée à son compte l'opération policière. *Nous demandons à tous nos amis qu'ils fassent l'impossible pour que celle-ci soit rapidement rétablie, sinon nous sommes perdus.*

La législation du temps de paix décait, en effet, à nos ennemis le maximum de chances pour échapper à nos poursuites; il était donc vital pour eux que celle-ci soit strictement appliquée.

Or, cet appel n'avait pas été lancé en vain. Peu de temps après, une violente campagne de presse était déclenchée, en France et à l'étranger, demandant que la législation du temps de paix soit strictement appliquée au cours des opérations de police.

3° Les opérations de guerre, particulièrement les opérations policières dans une grande ville, se déroulent au milieu même de la population, presque en public, alors qu'autrefois elles se déroulaient sur un champ de bataille où seules les forces armées avaient accès.

Certaines rudesses inévitables pourront ainsi passer pour des brutalités inadmissibles aux yeux d'un public sensible.

Et c'est un fait aussi que, pour extirper l'organisation terroriste du sein même de la population, celle-ci sera forcément bouleversée, rassemblée, interrogée, fouillée. De jour comme de nuit, des soldats en armes feront inopinément irruption chez des habitants paisibles pour procéder aux arrestations nécessaires; des combats pourront même se produire, dont les habitants seront à souffrir.

La population qui connaît nos adversaires subira sans protester un mal qu'elle sait nécessaire pour recouvrer sa liberté. Mais nos ennemis ne manquent

peut pas d'expliquer cette situation de fait pour les besoins de leur propagande.

Cependant, s'il faut faire la part des brutalités indéniables, une discipline rigoureuse devra toujours être en mesure d'interdire celles qui sont inutiles. Or, l'armée a les moyens d'écarter et de maintenir une ferme discipline.

En outre, elle dispose de sa propre justice, justement créée pour régir son territoire et abroger les délits ou les crimes commis par les militaires dans l'exercice de leur fonction. Elle les sanctionnera sans faiblesse.

M.^r. nous nous présente, un gouvernement nous montrant ce sujet lasser une polémique s'engager autour des fautes de l'ordre qui ne profiterait qu'à nos adversaires.

L'opération politique sera donc une véritable opération de guerre. Elle sera poursuivie méthodiquement jusqu'à ce que la totalité de l'organisation ennemie soit anéantie. Elle ne sera terminée que lorsque nous aurons organisé la population et créé un service de renseignements efficace lui permettant de se défendre. Cette organisation devra impérativement être maladroite jusqu'à la fin des hostilités pour éviter tout retour offensif de l'ennemi. Après la bataille d'Alger en 1957, le gouver-

nement français sous la pression de nos adversaires a laissé derrière elle que l'armée arabe elle-même. Trois ans après, l'ennemi avait pu rétablir les sciences et repartir le contrôle de la population (voir événements de décembre 1956). La victoire d'Alger de 1957 n'avait de ce fait servi à rien.

L'aspect psychologique.

Notre but de guerre devrait être nettement celui de la population. Elle devra être convaincue que, si nous l'appelons à se battre à nos côtés, ce ne peut être que pour défendre ses terres, ses biens, sa vie.

La façon la plus sûre pour gagner la confiance sera donc d'éviter nos adversaires qui veulent l'opprimer. Quand nous les aurons mis hors d'état de nuire, le problème de la pacification sera vite résolu.

Aussi longtemps que nous n'y aurons pas parvenu, toute propagande, si habile soit-elle, toute subterfuge, même très ingénieux, préparés sans aucun effet sur une population moyennée par des organisations clandestines, infiltrés dans son sein comme un cancer, et qui la terrorisent.

C'est seulement lorsque nous l'aurons délivrée de ce mal qu'elle pourra librement élever, penser et s'organiser. Une paix juste sera alors établie sans difficultés.

Pendant la période opérationnelle, le rôle de

LA GUERRE MODERNE

L'action psychologique sur la masse sera donc peu efficace. Elle devra le plus souvent se borner à faire comprendre aux populations que la sévérité de mesures quelquefois prises n'a pas d'autre but que de parvenir rapidement à la destruction de l'adversaire.

Mais, avec le retour progressif à la paix, l'action psychologique aura un grand rôle à jouer pour faire comprendre à la masse la suite de problèmes à résoudre pour ramener rapidement à une vie normale des populations parfois très éprouvées. L'organisation des populations sera alors son meilleur instrument de contact et de diffusion.

Mais les peuples savent d'instinct ce qui est juste. C'est seulement par les mesures concrètes que nous prendrons qu'ils jugeront de la valeur de notre action.

L'ennemi peut en effet gagner une guerre; la paix ne sera durable que si elle est juste.

L'action sociale.

La guerre a toujours été une calamité pour les populations. Autrefois, seuls les habitants qui se trouvaient sur le passage des armées avaient à souffrir de ce fléau.

Aujourd'hui, la guerre moderne frappe toute la population d'un pays, les habitants des grandes villes comme ceux des campagnes les plus reculées.

L'ennemi, incrusté dans la population, s'affor-

Le conduite de la guerre

cera toujours de tirer des habitants ses moyens de subsistance. C'est un million des habitants que se dérouleront les opérations de guerre; les activités des populations seront donc limitées dans de nombreux domaines. Elles auront à souffrir des exactions de nos ennemis pour les contraindre à l'obéissance et, souvent aussi, des mesures sévères que les forces de l'ordre seront amenées à prendre.

Ce sera le rôle du service social de se pencher généreusement sur toutes les misères que la guerre aura engendrées.

Cependant, nous ne devons pas perdre de vue que toute aide matérielle que nous pourrions donner profitera uniquement à nos adversaires si l'organisation qui leur permet le contrôle et la manipulation des populations n'a pas d'abord été détruite. Il faudra donc être très prudent tant que l'opération policière n'aura pas été terminée; une aide non contrôlée prématurée ne serait d'aucune utilité pour les habitants.

Mais, lorsque la paix aura été établie, même sur une faible portion de territoire, une action sociale large et générale sera une importance capitale pour ramener à nous des populations malheureuses et souvent désorientées par des opérations de guerre qu'elles n'auraient pas toujours comprises.

LA CITE MODERNE

La conduite d'opérations de guerre à l'intérieur d'une grande ville, au sein même des populations, sans avoir la possibilité d'utiliser les armes puissantes dont elle dispose, est certainement un des problèmes les plus délicats et les plus complexes qui aient jamais été posés à une armée.

En effet,

- effectuer un véritable travail policier,
 - conduire des opérations au milieu même des habitants,
 - faire participer activement à leur côté toutes les populations d'une ville aux opérations,
- sont des tâches pour lesquelles les militaires n'ont en général pas été préparés.

Certains ont même pensé qu'elles devraient être entièrement dévolues à la police et qu'à l'armée devait être réservé uniquement la tâche plus noble, mieux adaptée à sa vocation, de réduire les bandes armées sur le terrain.

Ce serait une grave erreur dans laquelle nos adversaires voudraient certes nous entraîner. La police est seulement destinée à assurer la protection des habitants en temps de paix contre les délinquants ordinaires, ou les criminels de droit commun. Mais elle n'a pas les moyens de mener des opérations de guerre contre une puissante organisation ennemie dont le but n'est plus d'attaquer des individus protégés par la police, mais de conquérir le pays et de renverser son régime.

La conduite de la guerre

Or, la protection du territoire national et du régime, c'est bien le rôle essentiel de l'armée.

Elle dispose largement des moyens qui lui sont nécessaires pour vaincre. Le victoire, en ce qui la concerne, n'est qu'une question de volonté et de méthode.

ASPECT MILITAIRE DE LA GUERRE

IDÉES GÉNÉRALES

L'arme capitale de la guerre moderne, dans les villes en particulier, c'est le terrorisme, appuyé par une organisation spéciale.

Dans les campagnes, c'est un vieux procédé de guerre qui a déjà fait ses preuves dans le passé et qui a été repris en l'adaptant aux conditions modernes de la guerre : c'est la guérilla dont la voie est ouverte par le terrorisme.

La guérilla et le terrorisme ne sont qu'un des stades de la guerre moderne, destinés à créer une situation favorable, permettant la mise sur pied d'une armée régulière, en mesure d'affronter une armée ennemie sur un champ de bataille et de la vaincre.

Le but de la guérilla, pendant une période de temps assez longue, ne sera donc pas tellement d'obtenir des succès locaux que de créer un climat d'insécurité pour obliger les forces de l'ordre à se retirer dans les zones plus facilement défendables. Ce repli matérialisera l'abandon de certaines por-

tions des territoires que les guérilleros pourront contrôler.

Les guérilleros ne se manifesteront donc au début des hostilités que par des actions mineures, très violentes, déclenchées par surprise, mais avec prudence pour éviter les pertes.

Leur éparpillement est une nécessité pour les rendre invincibles. Leur regroupement et leur transformation en grandes unités régulièrement organisées ne seront possibles que lorsqu'ils auront acquis le contrôle absolu d'une vaste zone, dans laquelle ils pourront recevoir et assurer l'aide matérielle substantielle, nécessaire à la mise sur pied, à l'entraînement et à l'engagement d'une armée régulière.

L'apparition d'unités régulières dans certaines régions ne supprimera pas la guérilla; celle-ci sera activement poursuivie, partout où les possibilités d'installation d'unités régulières n'auront pas été réalisées.

Unités régulières et bandes de guérilleros agiront alors en liaison très étroite et s'efforceront de réaliser des conditions favorables pour engager le combat décisif contre l'armée ennemie et l'instaurer.

La guerre moderne, comme les guerres classiques du passé, ne se terminera en définitive que par l'écrasement sur un champ de bataille d'une des deux armées, ou par sa capitulation matérielle par l'acceptation des buts de guerre de l'adversaire.

I LES ERREURS HABITUELLEMENT COMMISES DANS LA LUTTE CONTRE LA GUÉRILLA

La guérilla, sa naissance, son évolution, son efficacité sont bien connues. De nombreux auteurs l'ont étudiée, en particulier sur les divers théâtres d'opérations de la dernière guerre mondiale. Elle a permis d'obtenir des résultats incontestables en Russie, en France, en Yougoslavie. En Chine et en Indochine, elle a pu être menée à son terme et vaincre des armées régulières modernes bien équipées. En Algérie, malgré ses faibles moyens en effectifs et en matériel, elle s'oppose depuis des années à l'armée française qui n'arrive pas à l'éliminer.

Pour vaincre la guérilla, certains ont pensé qu'il suffirait de retourner contre elle ses propres armes, c'est-à-dire à la guérilla d'opposer la contre-guérilla. C'est dans une certaine mesure ce que nous avons essayé de faire en Indochine puis en Algérie.

Où, nous le constaterons par la suite, les moyens

dent dispose la guérilla et ceux d'une armée régulière sont très différents, opposés même en bien des points.

Tenter d'employer les moyens de la guérilla que nous ne possédons pas, ou que nous n'avons pas la possibilité de mettre en œuvre, c'est nous condamner à négliger l'emploi de ceux que nous possédons et qui peuvent être d'une efficacité certaine.

Je crois que c'est de la confusion des possibilités de la guérilla et de celles d'une armée régulière que découlent en grande partie les erreurs commises et les échecs subis dans la conduite des opérations.

En Indochine, nous avons pu faire de la contre-guérilla contre les Viet-minh, puis de la guérilla dans une même région et à des intervalles de temps très courts. Cette expérience nous a permis de bien saisir la différence des possibilités offertes aux guérilleros et aux soldats d'une armée régulière.

Lorsque l'armée française occupait la région de Thanh-Uyen sur la rive droite du fleuve Rouge, au nord de Nghia-Lo, au pays Thai, la sécurité de la ville et de son terrain d'aviation était assurée par un poste fortifié, installé sur un piton rocheux, tenu par une compagnie régulière, renforcée par des partisans.

Mais la sécurité était très aléatoire, même aux abords immédiats de la ville, et à plusieurs reprises les Viet-minh purent ouvrir le feu sur des avions qui se posaient sur le terrain.

Au mois de novembre 1953, après la chute de Nghia-Lo et le repli des unités régulières dans le camp retranché de Na-San, la ville de Thanh-Uyen, évacuée par un pont aérien, fut occupée par les Viet-minh et se trouve dès lors à deux cents kilomètres des troupes françaises les plus proches (Na-San).

Or, au mois d'octobre 1953, nos maquisards autochtones de la rive droite du fleuve Rouge, levés dans les populations qui nous étaient restées favorables, purent par leurs seuls moyens récupérer d'abord la région de Phong-Tho et son terrain d'aviation, réussir un coup de main fructueux sur Lao-Ray et, enfin, s'emparer de la ville de Thanh-Uyen et de son terrain d'aviation et s'y maintenir pendant sept mois.

Pendant cette longue période, tous ceux qui se sont posés en avion à Thanh-Uyen ont été frappés par le fait que le poste n'avait pas été réoccupé et que le terrain n'était jamais gardé. Cependant, la sécurité était mieux assurée que l'année précédente lorsque les troupes françaises en avaient la responsabilité.

Les troupes régulières, en effet, surveillaient à l'œil nu le terrain et ses abords immédiats depuis le poste où elles étaient installées. Hors de ce cercle visuel, d'un très faible rayon, elles étaient aveugles, particulièrement la nuit où tout leur échappait. Les Viet-minh qui connaissaient les limites de ce cercle pouvaient sans difficulté nous harceler.

Par contre, nos maquisards qui avaient été recrutés dans la population locale et qui vivaient au milieu d'elle, ne surveillaient pas le terrain, mais les Viet-miâhs eux-mêmes. Ils avaient introduit leurs agents partout, dans les usages viet-miâhs d'abord, puis dans chaque village, dans chaque maison, sur toutes les parties de la région. C'était la population tout entière qui était chargée de surveiller l'ennemi, et rien ne pouvait lui échapper.

Lorsque les maquisards nous signalaient que la région était libre, les avions pouvaient sans crainte se poser sur le terrain dont la protection immédiate était assurée.

L'appui de la population est donc capital pour le guérillero; il nous interdit, en particulier, de négliger contre lui la surprise, facteur essentiel de succès au combat.

Aussi longtemps que cet appui ne lui aura pas été retiré, nous ne pourrions pas le surprendre, sauf s'il commettait des imprudences, qu'il ne commettra plus lorsqu'il sera mieux entraîné et aguerri.

C'est la raison pour laquelle les procédés couramment employés contre la guérilla :

- postes militaires,
- commandos autonomes ou patrouilles détachées de ces postes,
- embuscades isolées,
- opérations dites de « grande envergure »

n'obtiennent que très rarement, accidentellement le plus souvent, les résultats escomptés.

Les postes militaires.

Les postes militaires, installés à grands frais dans les zones à pacifier, n'ont en général aucun rayonnement. Souvent même, les villages qui les entourent sont aussi ravagés par nos ennemis que les villages très éloignés.

Placés en général sur des points de passage que nous devons tenir pour déplacer en sécurité nos moyens lourds, ils ne peuvent en rien gêner les guérilleros qui n'ont pas besoin de les emprunter. Leurs bandes pourront sans difficulté circuler dans les larges espaces qui les séparent, organiser et contrôler à leur profit la population sans être inquiétés. Quelques attentats terroristes habilement calculés suffiront ensuite, pour soumettre les habitants à leur volonté.

En outre, le dispositif des postes est étalé à livre ouvert sous les yeux de nos ennemis qui l'observent à loisir. Aucune de leurs activités ne pourra donc leur échapper.

La seule utilité réelle des postes résulte, en fait, des servitudes qu'ils nous créent. Leur entretien, leur ravitaillement, nous obligent à ouvrir et à entretenir des routes, à assurer parfois sur de longs itinéraires la sécurité des convois, à maintenir



LA STRATEGIE MOGARE

ainsi que certaines activités militaires qui sans les postes, serait nulle.

Commandes autonomes et patrouilles

Pour rompre cet isolement qu'ils ne tarderont pas à ressentir, les postes les plus actifs ou les plus aguerries enverront à l'extérieur des patrouilles dont l'effectif ne pourra que très rarement dépasser une soixantaine d'hommes (2 sections).

Certaines sections utiliseront même des commandos spécialement entraînés d'un effectif égal à celui d'une compagnie.

Ils auront pour mission de parcourir de jour comme de nuit un secteur déterminé par des itinéraires très variés, dans le but de créer une certaine insécurité pour les guérilleros dans la zone entourant le poste et rassurer par leur présence la population.

La population verra ainsi quelquefois les commandos ou les patrouilles passer au milieu d'elle, avec bien souvent une certaine sympathie — vécu souvent du temps de paix.

Mais ils passeront toujours trop rapidement pour détruire l'organisation ennemie que les rebelles ont installée dans chaque village, qui la terrorise et la pille à sa volonté : collecteurs de fonds, chefs de front, guetteurs, etc. Aussi longtemps que cette organisation n'aura pas été détruite, la crainte de

Le déroulé de la guerre

la population restera la même, et la pacification n'aura pas progressé.

Hors de leurs postes ou de leurs bases, commandos ou patrouilles ne pourront pas subsister longtemps, quelques jours à peine, le temps d'épuiser le ravitaillement qu'ils peuvent emporter avec eux. Il ne leur sera pas possible de vivre sur le pays, car ils ne disposent d'aucun des moyens dont usent les guérilleros. Les bandes armées ont, en effet, la population qui les éclaire, une organisation qui prépare chaque jour leur stationnement, pourvoit à leur ravitaillement et assure en permanence leur sécurité.

Les commandos se déplacent en aveugle, sous la seule protection des éclaireurs qu'ils détachent en avant d'eux; le nuit, au repos, des sentinelles rapprochées ne leur assurent qu'une sécurité très précaire; leur usure physique et nerveuse sera donc rapide.

En outre, ils ne pourront pas varier leurs itinéraires autant qu'ils pourraient le souhaiter, en particulier sur le chemin du retour, surtout si le relief est difficile. Ils n'ont apparemment pas à la surveillance de la population et des guetteurs qui sauraient vite déceler leurs habitudes. Ils auront qu'à partir d'un certain point une patrouille engagée sur une piste ne la quittera plus — quelquefois par instinct, souvent parce qu'elle n'aura pas la possibilité d'en sortir. Il ne se passera rien aussi longtemps que nos ennemis ne pourront pas réunir des

forces suffisantes pour l'attaquer. Mais lorsque cette possibilité leur sera donnée, ils le feront.

Cette expérience, inlassablement tentée par des militaires qui croient encore qu'il est possible de battre nos adversaires sur leur propre terrain s'est souvent soldée par de graves échecs; au mieux, elle n'a jamais donné de résultats probants.

C'est une des raisons pour lesquelles certains postes qui, à leur création, faisaient preuve d'une certaine activité à l'extérieur, se replient sur eux-mêmes et ne sortent plus.

Emboscades isolées.

Pour les mêmes raisons, les emboscades isolées ne donneront pas de résultats. Le plus souvent, elles seront déjouées avant même leur mise en place et seront inutiles; d'autres fois, elles pourront même tourner à notre désavantage.

Commandes de chasse ou autres emboscades isolées, sont des procédés de combat que peut employer la guérilla qui bénéficie de l'appui de la population et qui dispose sur le terrain d'une organisation souterraine.

Aussi longtemps que nous ne disposerons pas des mêmes moyens, nous n'obtiendrons que des résultats médiocres, sans comparaison avec les risques courus et les efforts demandés à la troupe.

Les opérations dites de « grande enveloppe ».

Les opérations de grande enveloppe conduites avec des moyens classiques dans un cadre voisin de celui de la guerre conventionnelle, toujours limitées dans le temps¹, dispersent momentanément les bandes beaucoup plus qu'elles ne les détruisent.

L'opération habituelle consiste généralement à tenter d'encercler par surprise une zone bien définie dans laquelle des guérillas ont été signalées, tandis que des éléments mobiles en effectuaient le retissage. Malgré l'ingénuité, et quelquefois même la maîtrise, dont font preuve certains commandants d'opérations dans la manœuvre en surface de leurs unités avec les moyens modernes mis à leur disposition, elles sont en fait toujours les mêmes.

Mais la surprise, facteur essentiel du succès, s'est pratiquement jamais réalisée. En effet, nous l'avons vu, la population au milieu desquelles nos troupes vivent et se déplacent, a pour mission de renseigner les guérillas, et aucun mouvement de troupe ne peut lui échapper. Le bouclage n'est jamais étanche; les troupes chargées de retissage sont toujours trop peu nombreuses pour fouiller un terrain toujours vaste et difficile, dans lequel

1. Il est évident, en effet, qu'il est inutile a priori qu'une opération limitée se dure qu'un temps déterminé et toujours une courte : quelques jours.

les bandes dispersées ont la possibilité de disparaître pendant la durée, toujours très courte, de l'opération.

Attirés par vocation par l'aspect purament militaire de la guerre, c'est-à-dire par la poursuite et la destruction des bandes en combat sur le terrain, les commandants d'opération espèrent inégalement parvenir à les manœuvrer comme des unités régulières et obtenir un succès rapide et spectaculaire; mais ils portent peu d'intérêt au travail moins noble, pourtant essentiel, qui réside dans l'annonciation profonde sur la population et dans la destruction de l'organisation clandestine qui permet toujours aux bandes de survivre malgré des quelques échecs locaux que leur indigent épisodiquement les forces de l'ordre.

Malheureusement, une longue occupation de terrains permettant de conduire au sein même des populations une opération polaire analogue à celle des villes nous permettrait d'y parvenir.

Enfin, l'assurance de ne jamais courir le risque d'une défaite caractérisée sur le terrain, qu'un adversaire disposant de moyens identiques aux nôtres pourrait nous infliger, permet à n'importe quel chef militaire de commander des opérations. Si la destruction des bandes n'est pas obtenue, par contre les objectifs géographiques sont toujours atteints dans les délais prévus, quelques rébellions tolérées permettent toujours de maintenir habilement un compte rendu, et quelques armes

ont pu être récupérées, l'opération qui revêt habituellement l'aspect d'une manœuvre du temps de paix, prend alors un air de victoire et un éclat suffisant pour satisfaire un commandement peu exigeant.

Malheureusement, la destruction de l'appareil de guerre ennemi, n'est jamais obtenue, principalement parce qu'il n'est jamais sérieusement visé.

Pour salver, si c'était encore nécessaire, toute illusion sur les possibilités de mener par surprise une opération d'envergure contre des guérilleros, si la population n'a pas eu préalablement été hachée de côté des forces de l'ordre, je citerai le fait suivant rapporté par un ancien officier d'Indochine :

« En 1948, dans le secteur de... j'avais pu, disait-il, entrer en relation avec un capitaine viet-minh qui commandait un commando (un Bo Do) indépendant du régiment stationné dans le région. Il n'était pas communiste alors que tous les cadres de ce régiment l'étaient. Mais il ne voulait pas se rallier à la France pour les raisons suivantes :
 « Un jour, me disait-il, le viet-minh va perdre, nous ferons la paix avec la France. Ma situation personnelle sera alors fonction de celle à laquelle je serai parvenu. Si je me ralliais à vous aujourd'hui, vous me considéreriez toujours comme un trahisseur et vous ne me donneriez qu'un emploi médiocre. J'ai choisi le camp viet-minh parce que c'est celui qui me donne les plus grandes chances de m'élever. Ainsi, si le régiment qui

LA GUERRE MODERNE

« est mon voisin subissait un sérieux fâché, mon secteur serait agrandi et mon avancement assuré. Je peux donc vous donner à son sujet des renseignements qui peuvent vous être utiles. » Effectivement, il me remit un plan précis et détaillé du P. C. du régime et de ses installations camouflées dans la forêt qui avaient jusqu'alors échappé à toutes nos fouilles. En échange, je lui promis généreusement de lui donner à temps voulu la date de l'opération projetée. « C'est inutile, me dit-il, ironique, je suis toujours informé de vos dépêches en opération au moins vingt-quatre heures à l'avance. J'aurai donc toujours le temps nécessaire pour me retirer dans un autre secteur. »

« J'étais cependant, me disait l'officier, la certitude que je préparais mes opérations dans le secret le plus absolu. Pourtant c'était un fait, rien ne pouvait échapper à la foule des agents disséminés dans la population qui nous entourait et qui nous épiait sans cesse. »

II LE PROBLÈME DE LA GUÉRILLA

Ses moyens et les nôtres.

Une armée classique disposant d'effectifs nombreux et instruits et d'un abondant matériel moderne s'est montrée finalement incapable de vaincre un adversaire qui en est pratiquement dépourvu et dont les cadres et la troupe n'ont en général reçu qu'une formation militaire rudimentaire. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître c'est pourtant une amère réalité que nous devons constater.

Esclave de sa formation et de ses traditions, notre armée n'a pas réussi à s'adapter à une forme de guerre que les écoles militaires ne lui ont pas apprise.

Ses efforts infructueux, ses souffrances, ses sacrifices parviennent à gêner nos adversaires, à ralentir l'exécution de leur plan mais, en définitive, elle s'est montrée incapable de les empêcher d'atteindre leur but.

L'armée frappe le plus souvent dans le vide, usant ainsi en pure perte des moyens considérables.

Une augmentation même très importante de ses

moyens ne font donc pas avancer la solution et serait pratiquement inutile. C'est l'emploi de ces moyens que nous devons entièrement revoir.

Si nous voulons affronter avec succès la guérilla et la vaincre dans des délais de temps admissibles, nous devons d'abord :

— étudier les moyens dont elle dispose,

— étudier les moyens et les possibilités dont nous disposons,

— rechercher les points faibles de la guérilla et y appliquer le maximum de nos moyens,

— tirer de cette étude des principes généraux qui nous permettraient de mettre au point une méthode simple pour préparer et conduire avec succès les opérations contre la guérilla.

Le tableau ci-dessous nous donne les moyens essentiels de la guérilla et ceux d'une armée classique. Il nous permet une comparaison facile.

Armée classique	Guérilla
1° Effectifs nombreux et bien armés. Ravitaillément en vivres et en munitions facile.	1° Effectifs peu nombreux, peu et mal armés (de moins au début des hostilités). Ravitaillément en vivres et munitions toujours très difficile.
2° Peut se déplacer rapidement sur un terrain favorable ou équipé (aviation, autos, hélicoptères, etc.)	2° Ne pouvant se déplacer qu'à pied.

Armée classique	Guérilla
2° Possède un réseau de transmission bien organisé qui lui donne de grandes facilités de communication.	2° Peu de moyens de transmission à grande portée (de moins au début), dont l'utilisation pour coordonner des actions d'ensemble.
Mais	Mais
1° Éprouve de grandes difficultés à se déplacer dans le sens des axes et sa connaissance du terrain est toujours imparfaite.	1° La guérilla a choisi son terrain. Il y est adapté. Elle peut s'y déplacer rapidement et bien souvent y disparaître.
2° La population, même si elle ne nous est pas hostile, ne nous apporte pratiquement aucun soutien.	2° La guérilla a l'appui de la population (souvent en silence par le terrorisme), avec laquelle il est étroitement lié. Elle assure son ravitaillément quotidien. Elle peut même le faire disparaître en l'absorbant dans sa masse en cas de danger.
3° Nous avons les plus grandes difficultés à être renseignés sur les mouvements des guérilleros et sur leurs intentions.	3° La population les renseigne sur tous ses mouvements et quelquefois même, grâce aux agents qu'elle peut recruter, sur nos intentions.

De l'étude de ce tableau, nous pouvons conclure que les moyens les plus puissants dont dispose la guérilla lui sont donnés par :

- une connaissance parfaite d'une région qu'elle a choisie et de ses possibilités,
 - le soutien que lui apporte l'habitant,
 - ceux d'une armée classique résident dans :
 - une grande supériorité numérique et matérielle et des facilités de ravitaillement pratiquement illimitées,
 - des possibilités de commandement et de manœuvres étendues grâce à des moyens modernes de transmission et de transport.
- Que peut donc le guérillero avec les moyens dont il dispose ?

Le terrain.

Il a choisi son terrain et nous l'impose. Celui-ci est, en règle générale, inaccessible à nos moyens lourds et rapides et nous fait perdre le bénéfice de notre armement moderne. Nous devons y combattre à pied dans des conditions identiques à celles du guérillero.

Dans son terrain qu'il connaît parfaitement, il pourra facilement nous tendre des embuscades ou, en cas de danger, disparaître.

Par contre, si le guérillero est un combattant incomparable dans sa région ou dans celle où il s'est adapté, il perd une grande partie de sa valeur

dans une région nouvelle et inconnue. Aussi, sauf nécessité absolue, il ne quitte pas son terrain, il s'y accroche, car il sait qu'en dehors de sa région, privé de ses moyens de support, il ne sera qu'un combattant médiocre.

La population.

Nous avons déjà vu que l'appui de la population lui est indispensable. La guérilla n'est possible que dans une région où la population le soutient inconditionnellement. Le guérillero ne peut vivre qu'au milieu d'une population potentiellement organisée et ébranlée à sa volonté, c'est d'elle qu'il tire sa subsistance et sa protection.

C'est l'habitant en effet qui le ravitaille presque quotidiennement en vivres, ce qui lui permet d'éviter la constitution de dépôts encombrants, facilement repérables et toujours difficiles à reconnaître. C'est lui, quelquefois, qui le ravitaille en munitions.

Il assure en outre sa protection en le renseignant. Nos bases de repos et de ravitaillement sont installées au milieu de la population, dont la mission essentielle est de les surveiller. Aucun mouvement de troupe ne peut donc lui échapper. Toute menace pour le guérillero lui sera en tout temps rapidement transmise; il pourra ainsi se mettre à l'abri ou nous tendre de nouvelles embuscades.

La population lui assure même quelquefois elle

au sein de sa masse où il peut en cas de danger disparaître.

Mais dépendre aussi étroitement du terrain et de la population est aussi le point faible de la guérilla. Avec nos moyens puissants, nous devons obtenir sa soumission ou sa destruction en agissant sur son terrain et sur son soutien : la population.

Sachant que le guérillero s'attache à son terrain, nous devons résolument l'y affronter, mais lorsque nous l'occuperons nous devons avoir la volonté et la patience de le traquer jusqu'à ce que nous l'ayons anéanti. Il faudra du temps, les opérations seront dures et longues.

Nous savons aussi qu'il est moins bon combattant hors de chez lui, nous devons en conséquence nous efforcer de lui faire perdre le bénéfice de son terrain en l'obligeant à le quitter. Pour cela, chaque fois que nous le pourrons, nous ferons obstacle à son ravitaillement en armes, beaucoup plus impérieux que son ravitaillement en munitions. Cette action impliquera souvent des mesures politiques ou économiques qui n'entreront pas toujours dans les attributions des chefs militaires, mais ils devront les faciliter au maximum et les prendre eux-mêmes chaque fois qu'ils en auront le pouvoir.

Contrôler le ravitaillement, c'est déjà agir sur la population. Nous devons tout mettre en œuvre pour priver la guérilla de son soutien. Nous y

parviendrons par une politique à longue portée, ayant pour base des réformes d'ensemble capables de nous rallier la population. Elles sont du ressort du gouvernement et dépassent le cadre de cette étude.

Mais surtout nous devrions interdire au guérillero toute emprise sur la population, en détruisant systématiquement l'organisation de guerre qui la manipule. Enfin, nous devrions permettre aux habitants de participer efficacement à leur propre sécurité, et de se protéger contre tout retour offensif de l'adversaire en les faisant entrer dans l'organisation hiérarchisée dont nous avons précédemment parlé.

Cette organisation devra être entreprise sans délai, dans les régions pacifiées et dans celles susceptibles de devenir telles aux hautes armées.

Pour résumer cette rapide analyse, nous retiendrons trois principes simples que nous nous efforcerons toujours d'appliquer :

— couper les guérilleros de la population qui les soutient,

— rendre intenable les zones de maquis,

— mais pour que les mesures prises donnent les résultats attendus agir simultanément sur une grande étendue et pendant le temps nécessaire qui peut être très long.

La lutte contre la guérilla devra donc être méthodiquement organisée et conduite, avec une patience et une fermeté inlassables. Seul de rares exceptions, elle n'atteindra jamais de résultats spectaculaires, chers aux militaires toujours amoureux du panache! C'est seulement par un ensemble de mesures complexes, parfaitement coordonnées — que nous allons nous efforcer d'étudier — qu'elle provoquera l'usure, lente peut-être, mais sûre, de la guérilla et son affaiblissement.

Leçons à tirer de la guerre de Corée.

Avant de tirer de cette étude des conclusions pratiques pour la conduite des opérations contre la guérilla, il est intéressant d'examiner celles qui, depuis la guerre de 1959-1965, ont réussi.

Dans ce domaine, l'armée américaine a obtenu en Corée un succès complet. En effet, grâce à une série d'opérations méthodiquement conduites, elle est parvenue dans des délais de temps relativement courts à faire disparaître entièrement la guérilla qui s'était installée en 1950 derrière le front à l'intérieur de la zone occupée par les troupes américaines.

Dans un article de la *Military Review* (Bookings de guerre de décembre 1965), le lieutenant-colonel John E. Beebe (de l'Infantry Faculty General Staff College), tire de ces opérations les leçons dont nous devons faire notre profit.

1^o Les opérations militaires seules, dit-il, ne sont pas suffisantes. Les opérations contre la guérilla comportent deux objectifs :

- a) La destruction des forces de la guérilla;
- b) L'élimination de leur influence sur la population.

2^o Un plan de contre-guérilla prévoyant des mesures politiques, économiques, psychologiques, administratives et militaires, destinées à prévenir la formation d'unités de guérilla ou à les détruire si elles se sont formées, doit être préparé à un échelon très élevé du commandement.

3^o Pour la conduite des opérations contre la guérilla, il recommande l'application des mesures suivantes :

— Le P. C. du commandant des forces de contre-guérilla doit être établi à proximité de la zone de guérilla. Il doit y faire pénétrer ses troupes qui établiront des bases d'opérations en prenant les précautions de sécurité nécessaires.

Elles prépareront ensuite un plan de combat et d'embuscades contre les guérilleros de façon à maintenir une pression constante sur eux, sans leur donner jamais la possibilité de se reposer, de se réorganiser et de préparer de nouvelles opérations.

L'opération sera terminée seulement lorsqu'il ne restera plus de guérilleros dans la région.

4^o Les opérations de contre-guérilla ont été mises en œuvre avec efficacité importantes et ont duré plusieurs mois.

LA GUERRE MODERNE

Les deux principales furent :

a) L'opération *Katkiller*, dans la région montagneuse du sud-ouest coréen, dans laquelle trois divisions ont été engagées : deux divisions coréennes et une américaine auxquelles s'ajoute un bataillon des forces de police.

Elle dura trois mois et demi : du 1^{er} décembre 1951 au 16 mars 1952, au cours desquels 11.000 guérilleros furent tués et 10.000 faits prisonniers.

b) L'opération *Trampl*, contre les éléments de guérilla qui restaient encore dans le sud de la Corée. Deux divisions ont été engagées dans cette opération qui a duré de décembre 1953 à juin 1954, soit environ six mois. Ce fut la dernière des opérations contre la guérilla, et la première au cours de laquelle la population a apporté un appui total aux troupes chargées du maintien de l'ordre.

Ces leçons ne sont pas différentes de celles qu'on peut tirer de quelques opérations contre la guérilla au sud-Vietnam, au début de la campagne d'Indochine, et même en Algérie, et qui ont réussi.

III LA CONDUITE DES OPÉRATIONS CONTRE LA GUÉRILLA

L'ennemi.

Dans toute opération de guerre nous devons d'abord situer notre ennemi pour pouvoir faire converger nos coups sur lui.

Nous savons que dans la guerre moderne nous ne nous heurtons pas seulement à quelques bandes armées, mais à une organisation installée au sein même de la population — dont les bandes ne sont qu'un des éléments — et qui constitue la machine de guerre de nos adversaires.

Pour vaincre, c'est cette organisation que nous devons anéantir.

Nous avons vu l'importance qu'elle pouvait atteindre dans une seule ville comme Alger. Grâce à l'Algérie nous sommes maintenant en mesure de connaître l'ensemble d'une organisation de guerre capable de couvrir tout un pays.

L'Algérie a été divisée par nos adversaires en :
6 Wilayas.

Chaque Wilaya est divisée elle-même en : 4 ou
5 Zones ou Mistaqas.

Chaque Zone est à son tour divisée en : 4 ou
5 Régions ou Nahis.

Chaque Région est divisée en : 4 ou 5 Secteurs
ou Khasmas.

Enfin, chaque Secteur est lui-même divisé en
un certain nombre de Communes ou Douars.

A chaque échelon territorial de cette organisation nous retrouvons, comme dans les villes et remplaçant les mêmes fonctions, les mêmes chefs :

- un chef politico-militaire,
- un responsable politique,
- un responsable militaire,
- un responsable des liaisons et renseignements.

En outre, des organisations qui n'étaient pas nécessaires dans les villes ont été créées pour l'ensemble de l'organisation territoriale :

— un intendant responsable des questions logistiques et particulièrement du ravitaillement en vivres.

— un responsable du service de santé, chargé d'organiser des hôpitaux et, dans la mesure des possibilités, d'apporter ses soins à la population.

A tous les échelons les états-majors sont collé-

giaux, la voix du chef politico-militaire étant prépondérante.

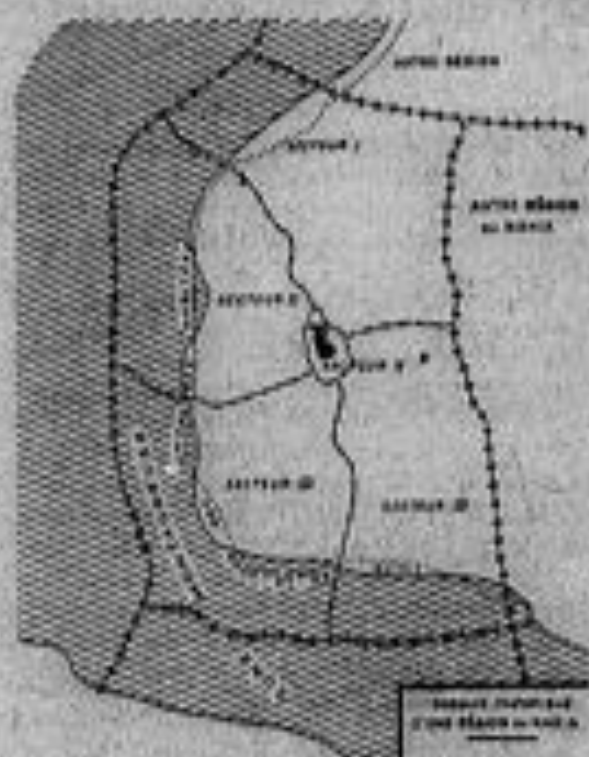
Le découpage territorial, fait uniquement en vue de la conduite de la guerre, n'est jamais copié sur les organisations administratives du temps de paix. Cependant, approximativement on peut admettre :

- qu'une Wilaya a la superficie d'une Igamie,
- qu'une Zone — d'un Département,
- qu'une Région — d'un Arrondissement.

L'Unité de base de l'organisation est la Région ou Nahi. C'est le plus petit échelon où se trouve en complet un état-major comme celui que nous venons de décrire. Aux échelons inférieurs, Secteur (Khasma) et Commune (Douar), il peut n'être qu'embryonnaire. Dans les Communes en particulier, il est réduit à un comité de cinq membres — le comité des cinq — dont le plus important est le Messoul chargé des questions de ravitaillement.

Une Région est divisée en un certain nombre de Secteurs, quatre ou cinq suivant l'étendue et les caractéristiques du terrain. (Voir croquis joint.)

a) Nous avons d'abord un Secteur urbain de



faible superficie mais qui englobe largement l'agglomération la plus importante de la Région (Nahia) qui est très souvent le chef-lieu de l'arrondissement.

Il dispose d'un commando, de la valeur d'une section, bien armé et très entraîné, chargé en particulier de commettre les attentats et de faire peser une menace permanente sur les habitants de la ville.

b) Trois ou quatre Secteurs semblables ayant les mêmes caractéristiques.

Par l'intermédiaire du Secteur urbain, ils se rattachent à la ville où ils ont en permanence des représentants auprès de l'organisme politico-administratif de la ville.

Chacun dispose de sa zone des « Campagnes Habitées », qui s'étend entre la ville et la montagne, où est organisé le séjour de la bande armée, en général une compagnie (katiba) par Secteur, et d'une Zone « Refuge » dans la partie montagneuse la plus accidentée, où la bande peut se retirer en cas de danger.

Un Secteur jouit d'une large autonomie dans la portion de terrain qui lui a été attribué. Il est principalement chargé de l'entretien d'une bande de la valeur d'une compagnie, qui est l'unité de guérilla de Secteur (Khasma).

La bande, sauf pour des missions opérationnelles fixées par la Région, ou en cas de menace grave, ne quitte pas le Secteur, où elle dispose de

bases et d'éléments lui permettant de subsister; hors de son Secteur elle ne disposerait d'aucun appui et se déplacerait dans un terrain le plus souvent inconnu. Elle serait donc très vulnérable.

Dans un même Secteur les divers éléments de l'organisation sont répartis géographiquement en trois ensembles :

1° *Celui des villes ou des agglomérations importantes.*

Il est aux ordres d'un chef politico-administratif qui est chargé d'organiser :

- le secrétariat urbain,
- les collectes de fonds,
- la propagande,
- un service de renseignements, particulièrement chargé de signaler les mouvements des troupes stationnées dans la ville.

2° *Celui des Campagnes Habitées.*

Il est aux ordres d'un chef politico-militaire. Dans cette zone plus ou moins contrôlée par les forces de l'ordre, sont répartis, indépendamment, l'organisation politico-militaire a un rôle très important :

- elle maintient d'abord un contrôle ferme de la population,
- elle répartit, ou fait transporter, le ravitaillement venant des villes,

— elle héberge et nourrit les bandes qui y sont normalement stationnées ou celles qui y transitent,

— elle leur donne tous les renseignements nécessaires et grâce à ses partisans armés, assure leur protection rapprochée.

3° *Celui des Zones Refuge.*

Il est aux ordres d'un chef politico-militaire. La Zone Refuge est située dans un terrain d'accès difficile, isolé par des destructions importantes : coupures de routes, sautage de ponts, etc... et organisée pour assurer le stationnement des bandes. Le chef politico-militaire est chargé de pourvoir à leur sécurité et à leur ravitaillement; il assure, en outre, la garde des dépôts et des cantonnements lorsque les bandes sont absentes.

La bande armée, par la menace permanente qu'elle fait peser sur les habitants et la crainte qu'elle inspire aux unités des forces de l'ordre, est la garante de l'ensemble de l'organisation.

Elle vit normalement dans sa Zone Refuge, mais elle fait de fréquents séjours dans la Zone des Campagnes Habitées, en particulier l'hiver où elle y vit pratiquement en permanence.

Les membres de l'organisation d'un Secteur vivent donc sur deux ensembles :

- a) La ville et les Campagnes habitées;
 - b) Les campagnes habitées et les Zones Refuges.
- Malgré il n'y a pas de liaisons directes entre les villes et les Zones Refuges.

Lorsqu'une telle organisation a pu s'installer dans un pays, des opérations militaires uniquement dirigées contre les bandes armées n'arriveront pas à les atteindre. Y parviendraient-elles que l'essentiel de l'organisation resterait en place et serait, même sans les bandes, assez puissant pour maintenir son emprise sur les populations.

La victoire ne peut donc être acquise que par la destruction complète de l'ensemble de l'organisation.

Idée de manœuvre.

Cette analyse nous permet de constater que le point le plus vulnérable de l'organisation considérée se trouve dans les villes. Elle est toujours à portée des troupes qui l'occupent. Une opération policière, conduite d'après les principes que nous avons précédemment énoncés, permettra de la détruire.

Mais l'objectif le plus rentable à atteindre sera la destruction de l'organisation politico-militaire des *Campagnes Habitées*.

Nous devrons donc l'entreprendre aussitôt que nous disposerons des moyens nécessaires. Cette opération nous ramènera, d'une part, vers l'organisation des villes, et d'autre part, elle nous donnera

les filières nécessaires pour atteindre les bandes dans leurs Zones Refuges. Nous pourrions détruire ainsi la totalité de l'organisation qui supporte les bandes.

Coupees de leurs sources de ravitaillement et de renseignements, elles deviendront plus vulnérables.

Une opération de grande envergure devrait donc logiquement débiter par une opération policière dans la Zone des Campagnes Habitées.

L'occupation de la Zone des Campagnes Habitées et la destruction de l'organisation qui supporte les bandes sera donc notre premier objectif. Nous obligerons ainsi, dans une première phase, les bandes à se retirer dans leur Zone Refuge.

Privées de ravitaillement et de renseignements, elles n'auront plus la possibilité de les quitter sans risque et auront de grandes difficultés pour se défendre lorsque nous déciderons de les attaquer.

Utilisation des moyens.

1° Mise en place d'un système défensif initial :

LE QUADRILLAGE.

Les premiers actes de guerre de l'ennemi — attentats terroristes, actions localisées de guérilla — auront généralement surpris les forces de l'ordre du temps de paix : police, gendarmerie, armée.

Trop dispersées et trop vulnérables, elles se voient rapidement repliées sur les agglomérations qui leur offrent la plus de possibilités de résistance à l'agresseur.

D'autres éléments auront été passés sur les points essentiels à tenir :

Entre les postes tenus, la circulation aura été maintenue ou rétablie au moyen de convois protégés. Mais la plupart des axes de circulation secondaires auront dû être abandonnés.

L'agresseur nous aura ainsi obligé à prendre rapidement un dispositif de défense ou surface pour protéger les points sensibles et empêcher l'asphyxie totale du territoire.

Ce dispositif, plus ou moins dense, est mis en place d'après un plan établi par le commandement, en fonction des nécessités immédiates et de ses moyens disponibles : points sensibles, densité de la population, répartition de l'habitat, obligation de maintenir la circulation sur les axes essentiels à la vie du pays.

C'est ainsi que s'établit un système défensif appelé quadrillage, dont l'organisation hiérarchisée est calquée sur le découpage administratif, pour utiliser au maximum toutes les possibilités de commandement et permettre, dans la mesure du possible, à l'administration de fonctionner.

Le département devient une Zone.

L'arrondissement devient un Secteur.

Le canton devient un Quartier.

Ce retrait des forces de l'ordre a livré rapidement une partie importante du territoire à l'adversaire. La surprise a joué à son avantage. Désormais, il va s'efforcer :

— de consolider et de compléter son organisation de guerre,

— de défendre le territoire conquis contre les actions des forces de l'ordre,

— de faire sauter progressivement le maximum de mailles du quadrillage pour accroître la superficie du territoire contrôlé.

1° Attaque et destruction de l'organisation de guerre ennemie.

Comment avec les moyens dont nous disposons immédiatement, puis avec les renforts que nous recevons, pouvons-nous envisager la destruction de l'organisation de guerre ennemie et la libération du territoire occupé ?

LES TROUPES DE SECTEUR (1) Les postes.

Nous aurons d'abord les troupes qui ont formé le quadrillage initial, appelées troupes de Secteur.

Si la Région est l'élément de base du dispositif ennemi, le Secteur-Arrondissement est l'élément de base de notre système.

Le repli de nos éléments a amené la création

d'un certain nombre de postes militaires dans les villages les plus importants et dans les villes et plus particulièrement au chef-lieu du Secteur-Arrondissement.

Ce, nous avons vu le peu d'efficacité des postes. La conquête de la population étant le but visé par la guerre moderne, tout élément qui n'est pas en contact direct et permanent avec elle n'est d'aucune efficacité.

Pour améliorer leur rendement, nous les acciterons des habitations où ils se sont installés, entourées de murs, construites pour supporter un siège que nos adversaires n'ont ni l'intention, ni la possibilité de faire.

Dans la plupart des villages, nous trouverons souvent une ou deux maisons vides, où logent habituellement les bandes de passage, que nous pourrions occuper. D'autres maisons pourront être louées aux habitants ou même construites, si c'est nécessaire, pour loger les hommes.

Nous organiserons ensuite, non plus la défense du seul poste militaire, mais celle de tout le village et de ses habitants.

Un périmètre étanche et infranchissable sera créé (fil de fer barbelé, broussailles, matériaux divers...), protégé par quelques blockhaus armés d'armes automatiques et capables de flanquer la totalité du périmètre.

Une opération politique sera aussitôt entreprise à l'intérieur du village ainsi protégé, simultanément,

ment, nous organiserons la population suivant les principes que nous avons profondément étudiés.

Les habitants des villages les plus proches, ou les isolés, seront progressivement ramenés à l'intérieur du périmètre de sécurité. La plupart d'ailleurs y viendront d'eux-mêmes. Les habitants ne pourront quitter le village que par des portes où toutes les sorties seront contrôlées; ils ne pourront emporter avec eux ni argent, ni ravitaillement. La nuit, personne ne pourra quitter le village ou y entrer.

Nous rétablirons ainsi le vieux système des villages fortifiés du moyen âge, destinés à protéger les habitants contre les « grandes bandes ».

Mais la première opération politique à faire sera celle du chef-lieu du Secteur-Arrondissement.

Un Bureau de contrôle et d'organisation des populations devra être installé dans les meilleurs délais à l'état-major du Secteur (voir cet organisme p. 37). La ville elle-même sera entourée d'un périmètre étanche, protégé, et dont toutes les entrées et les sorties seront contrôlées.

Les habitants du chef-lieu et des villages-postes recevront un certificat de reconnaissance (voir p. 37), dont un exemplaire sera envoyé au P. C. du Secteur et du Quartier.

Chaque certificat portera obligatoirement en caractère très lisible le numéro matricule de l'individu, établi de la façon suivante :

LA GUERRE MODERNE

Numéro du groupe de maisons	Ex. : 4
Lettre de l'îlot	Ex. : B
Numéro du quartier	Ex. : 2
Lettre de la ville ou du village-poste	Ex. : C
Soit : 4 B 2 C.	

La première partie : 4 B nous donnera les chefs responsables de l'individu : chef de groupe de maisons et chef d'îlot; la deuxième partie : 2 C permettra de le situer exactement.

Le certificat de recensement permettra de doter chaque individu d'une carte de ravitaillement (voir en annexes).

En outre, tous les animaux seront recensés; les animaux de trait : chevaux, ânes, mulet, et les bœufs : vaches, vaches et bœufs seront marqués en fer avec le numéro signalétique de leur propriétaire.

Nous avons vu l'importance du ravitaillement pour les guérillas. Dès lors, aucun ravitaillement ne pourra sortir des villes ou des postes. Les animaux eux-mêmes seront strictement contrôlés.

Il suffira d'interdire sans contrôle la circulation des denrées alimentaires sur les axes routiers, pour couper en peu de temps les principales sources de ravitaillement de nos adversaires.

Ainsi, même avec des moyens très réduits, nous arriverons à reprendre le contrôle de la majeure partie de la population d'un pays, de 80 à 90 %, si l'on fait le total des habitants des grandes villes

La conduite de la guerre

jusqu'aux petites bourgades où sont installées des brigades de gendarmerie, qui auront bien souvent des moyens suffisants pour le faire.

Nous aurons ainsi en main une masse de manœuvre importante, sérieusement protégée et contrôlée, et suffisante pour bloquer dans tous les domaines l'offensive ennemie.

LES TROUPES DU SECTEUR : b) *Les troupes d'intervalle.*

Mais de larges intervalles resteront vides de troupes et leurs habitants livrés sans défense à l'action permanente de nos adversaires.

Les grandes opérations du type de celles que nous avons décrites, ou les raids de commandos, créent un gêne passager à nos ennemis, mais ils seront toujours trop rapides et superficiels pour détruire leur organisation de guerre.

L'organisation et le contrôle de la population des villes et des villages-postes permettra de faire participer une partie importante des habitants à leur propre défense. Ces troupes pourront être ainsi utilisées qui constitueront l'élément réservé du commandant de Secteur; devenues disponibles et mobiles, elles formeront les troupes d'intervalle du Secteur, destinées à agir en permanence entre les postes.

Les effectifs devront être suffisants pour leur permettre en toutes circonstances de surclasser

une bande dont l'importance et la valeur peuvent varier suivant les régions et le stade auquel sera parvenue la guérilla. Mais si nous n'avons pas laissé la situation se pourrir en réagissant vite, l'ennemi ne pourra pas créer de bandes supérieures à une centaine d'hommes, soit approximativement une compagnie. C'est l'effectif qui lui permet en effet de se déplacer en sécurité sur de longues distances et de vivre sur le pays et l'habitant qui sont le plus souvent ses seules sources de ravitaillement.

Un bataillon d'infanterie à quatre compagnies sera donc l'unité d'intervalle type. Il sera essentiellement mobile, en mesure de se déplacer en véhicules pour les longs déplacements sur route, mais normalement à pied.

Sa mission essentielle sera :

- la destruction de l'organisation politico-militaire des campagnes habitées,
- éventuellement, la destruction des bandes qui tenteront de s'opposer à son action ou qu'il aura la possibilité d'accrocher,
- le resserrement des populations sur les centres contrôlés et, si possible, la création de nouveaux centres, afin de parvenir à regrouper et à contrôler la totalité des habitants de la Zone des Campagnes Habitées.

Si les effectifs des troupes d'Intervalle du Secteur ne dépassent pas un bataillon, elles ne pour-

runt certainement pas traiter simultanément l'ensemble de la Zone des Campagnes Habitées d'une Région (Nahia) qui correspond approximativement à notre Secteur-Arrondissement.

Mais nous savons que dans une Région (Nahia) chaque Secteur (Khasma) dispose de sa propre Zone des Campagnes Habitées, où il organise le séjour d'une bande armée dont il assure le support logistique.

C'est donc, au minimum, la Zone des Campagnes Habitées d'un Secteur (Khasma) que nous devons attaquer. Ses limites sont faciles à définir : l'opération policière des villes et des postes-villages nous aura donné suffisamment de renseignements pour l'établir sans difficulté.

Dans cette Zone, les troupes d'Intervalles n'espéreront pas surprendre l'adversaire en s'efforçant d'y pénétrer par surprise, ce qui, nous l'avons vu, est illusoire, mais elles le surprendront par leurs méthodes de combat.

Elles pénétreront dans la Zone à traiter en formation gardée pour éviter toute surprise et pour être en mesure de manœuvrer en cas d'accrochage avec une bande si elles ont la chance de la rencontrer.

Si la bande réussit à s'échapper, ou si elle est écartée de la Zone Refuge, l'opération policière devra aussitôt commencer. En effet, l'organisation politico-militaire ne suit pas la bande qu'elle abourdirait; elle reste sur place ou à proximité; elle est

donc toujours à la portée des unités d'intervalle et elle reste le temps nécessaire pour la rechercher et la détruire.

Gardant toujours les éléments en réserve, les unités s'étaleront sur une grande surface, afin d'occuper si possible la totalité de la Zone des Campagnes Habitées du Secteur (Khaama), en particulier le maximum de villages et des passages fréquentés.

Puis, tandis qu'une partie des cadres fera procéder à une fouille minutieuse du terrain pour rechercher les caches, les dépôts de toute nature, et étudier pour la nuit un dispositif très serré et coordonné de petites embuscades, les spécialistes des unités entreprendront le travail policier.

Dans chaque village, la totalité de la population (des deux sexes) sera rassemblée avec interdiction à quiconque de s'éloigner pendant la durée de l'opération. Sans violence, chaque habitant sera individuellement et secrètement interrogé. Des questions simples mais précises seront posées à chacun d'eux; deux en général suffiront pour ce premier interrogatoire :

- Quels sont les individus qui collectent les fonds dans votre village?
- Quels sont les jeunes gens armés qui assurent la surveillance du village?

Si ce premier interrogatoire est bien organisé, plusieurs habitants nous les désigneront sans difficulté. Bien souvent, espérant n'être pas découverts, ils seront parmi les gens rassemblés. Nous n'aurons donc aucune difficulté pour les arrêter. Ceux qui auront réussi à quitter le village ne se seront pas réfugiés très loin. Privés de tout contact avec les habitants, ils tomberont bien souvent dans nos embuscades de nuit lorsqu'ils tenteront de se renseigner ou de s'enfuir.

Le premier échelon de l'organisation politico-militaire ennemie tombera aussi entre nos mains. Un interrogatoire plus poussé nous en fera rapidement découvrir tous les membres (chefs de front, membres du comité des cinq, ravitailleurs, guetteurs, etc.), ainsi que les dépôts de vivres et les caches d'armement.

Huit jours au moins seront nécessaires aux équipes spécialisées pour détruire l'organisation politico-militaire d'un village. Ce sera donc la durée minimum d'une opération policière dans la Zone des Campagnes Habitées.

Parallèlement à ce travail de destruction, nous implanterons les premiers éléments de notre propre système.

Ce seront d'abord des agents de renseignements.

Pour réussir, nous ne devons jamais perdre de vue que nous ne serons renseignés que par des gens qui pourront le faire sans risque; c'est cette sécurité indispensable que nous devons assurer à nos agents.

Nous les choisirons dans le village même. Ce seront en général les habitants qui au cours du premier interrogatoire nous auront le mieux renseignés. Nous les déshérons, mais nous ne prendrons contact avec eux qu'au cours de la prochaine opération policière et dans les mêmes conditions. Ils nous désigneront alors les hommes que l'ennemi a mis en place pour remplacer la première organisation détruite.

Plus tard, lorsque la situation se sera améliorée, nous approcherons à ceux qui s'en montrent capables des protocoles de transmission discrets de renseignements simples; en particulier à l'occasion de leur contact avec les villes ou les postes.

Nous entreprendrons aussi l'organisation et le contrôle des populations de la Zone des Campagnes Habitées.

Nous procéderons d'abord au découpage classique en quartiers, îlots et groupes de maisons et à leur numérotage. Ensuite, nous ferons le recensement précis de tous les habitants et de leurs moyens d'existence; en particulier de leur cheptel. Puis nous les ferons entrer dans la hiérarchie dont nous avons déjà parlé.

Nous demanderons au début peu de chose aux

celles que nous aurons désignées. Mais ce premier travail facilitera grandement le contrôle de la population au cours des opérations policières suivantes, qui devront être fréquentes si nous voulons empêcher que l'organisation détruite ne se reconstruise. En particulier, seront considérés comme suspects tous les individus qui ayant été reconnus, seront introuvables; les chefs responsables et leur famille seront tenus pour responsables.

Par contre, les individus non contrôlés qui se présenteront seront inscrits sur le contrôle après un interrogatoire sommaire.

Les habitants qui pourront rejoindre les villages-postes le feront; avec notre aide, ils emporteront tous leurs moyens d'existence. Nous augmenterons ainsi progressivement le nombre des habitants contrôlés et protégés. La différence de vie, en particulier la sécurité assurée aux habitants dans les périmètres protégés, attirera un puissant attrait pour toute la Zone des Campagnes Habitées. Chaque fois que nous disposerons des effectifs et des moyens nécessaires nous devons en créer de nouveaux.

Ce n'est que par un travail méthodique que nous établirons progressivement un contrôle strict de tous les habitants et de leurs moyens d'existence.

Le ravitaillement des bandes deviendra de plus en plus difficile dans la Zone des Campagnes Habitées que nous viderons progressivement de sa

subsistance. Si elles ont pu échapper aux fréquentes opérations policoctres des troupes d'Intervalle, elles devront se maintenir dans leur Zone Refuge et y vivre dans des conditions difficiles.

Grâce aux nombreux renseignements recueillis sur elles (stationnements, caches, dépôts, etc.) le commandant de Secteur pourra, s'il peut recueillir temporairement quelques moyens supplémentaires, les poursuivre dans leur refuge avec des chances de succès et les détruire.

Ainsi, une conduite méthodique et patiente des opérations permettra dans la plupart des secteurs faciles ou moyens, de détruire dans des délais raisonnables l'appareil de guerre ennemi et de ramener la paix.

Fonction de général, commandant la Zone-Département.

Si l'action des commandants de Secteur est déterminante à l'échelon exécution, le général commandant la Zone-Département aura un rôle de coordination essentiel pour parvenir à la destruction méthodique de l'organisation ennemie sur une très grande étendue.

Il fixera initialement pour chaque Secteur les points à occuper en fonction d'un plan d'ensemble pour éviter l'asphyxie du Département. Il déterminera en particulier les axes routiers sur lesquels la circulation sera maintenue.

Ce premier coup d'arrêt ayant été porté à l'adversaire, il passera à l'offensive. Il attaquera d'abord l'organisation ennemie des villes importantes du Département, particulièrement celle de son chef-lieu afin que les attentats terroristes spectaculaires qui donnent à nos adversaires un grand prestige, cessent.

Il donnera des directives précises pour la conduite des opérations policoctres. Il veillera à ce que l'organisation et le contrôle des populations soient entrepris sans délai. Il s'assurera que les procédés et les moyens employés sont les mêmes sur toute l'étendue de la Zone-Département pour maintenir l'unité d'action. Il gardera toujours à sa disposition un important élément réservé, pour faire peser successivement son action sur les points qui lui paraîtront les plus rentables pour hâter l'exécution du plan de pacification qu'il aura établi.

Enfin, nous l'avons vu, les limites de l'organisation ennemie coïncident rarement avec les limites administratives du temps de paix que notre organisation militaire a dû adopter.

L'action entreprise par les commandants de Secteurs ne devra pas s'arrêter à ses limites, mais être poursuivie méthodiquement sans hiatus, sur tout le territoire de l'organisation ennemie attaquée : Secteur (Khasma) ou Région (Nahia). D'où la nécessité d'une coordination des opérations à l'échelon Zone-Département et d'une stricte planification des méthodes et des moyens.

Les Zones-Refuges, en particulier, sont généralement installées en terrain d'accès difficile, au relief mouvementé, coupé, très souvent par des limites administratives. L'attaque des Zones-Refuges sera dans ce cas déléguée par le général commandant la Zone-Département, lorsque les opérations policières périphériques conduites par les commandants de Secteur auront été conduites à leur terme.

Ainsi, tout en laissant une large initiative à ses subordonnés, il s'assurera par de fréquentes inspections que ses directives sont strictement appliquées.

Dans tous les domaines, il veillera à ce que l'exécution de son plan de pacification soit poursuivie, particulièrement en ce qui concerne les réalisations pratiques, qui exigent des moyens considérables qu'il importe de ne pas gaspiller :

— construction de routes nouvelles, ou remise en état de celles qui ont été sabotées,

— construction de nouveaux villages-postes pour recueillir les populations déplacées des zones dangereuses,

— construction d'écoles,

— développement économique du Département pour donner aux populations déplacées des ressources suffisantes pour vivre.

Un plan bien conçu, exécuté avec méthode et sans faiblesse, mais avec cœur et clairvoyance, épargnera à la population qui aura beaucoup à

souffrir des opérations de guerre, des souffrances inutiles.

4° Les troupes d'Intervention de la Zone-Département.

Dans les régions d'accès difficile où la guérilla a pu sévir pour ses bandes des bases bien équipées, où elle dispose d'effectifs nombreux et aguerris, les troupes de Secteurs n'auront en général pas les moyens suffisants pour les attaquer et les détruire.

Elles devront donc faire appel aux troupes d'Intervention.

Les troupes d'Intervention de la Zone-Département seront en principe constituées par les éléments réservés au général commandant la Zone qui pourront, le cas échéant, être renforcés par des unités prélevées sur la Réserve générale du commandant du théâtre d'opérations.

C'est par l'emploi judicieux de ses troupes d'Intervention que le général commandant la Zone pourra accélérer la pacification en les faisant intervenir au moment voulu, sur des points bien définis.

Leur mission normale sera la destruction des bandes lorsque les troupes d'Intervention des Secteurs les auront obligées à se retirer dans leur Zone-Refuge.

Une opération contre les bandes armées ne diffi-

sera pas essentiellement des opérations conduites par les troupes d'intervalle dans la Zone des Campagnes Habitées. Elle sera leur prolongement logique.

Les effectifs à mettre en œuvre seront fonction de l'importance des bandes à réduire et de l'étendue de la Zone Refuge.

En général, deux ou trois régiments d'intervention, travaillant en liaison avec les unités d'intervalle des Secteurs intéressés, suffiront.

Elles seront commandées soit par le général commandant la Zone ou son adjoint, quelquefois par l'un des commandants de Secteur les plus directement intéressés à l'opération.

CONDUITE DE L'OPÉRATION : a) Bouclage de la Zone.

Dans un premier temps, la zone à traiter sera bouclée par les troupes d'intervalle. Aux secteurs intéressés qui s'installeront dans la Zone des Campagnes Habitées. Si l'opération politique a été bien faite, le contact aura été rompu entre les bandes et la population. Celles-ci, en effet, auront été regroupées et organisées; un service de renseignement aura été mis en place.

Les troupes chargées du bouclage seront familiarisées avec un terrain qu'elles auront maintes fois parcouru. Le bouclage ne sera pas linéaire,

mais s'étendra sur une zone profonde, parfaitement connue, dans laquelle tout élément de bande sera immédiatement signalé et accroché.

L'opération. Le bouclage étant mis en place, les troupes d'intervention pénétreront dans la Zone Refuge, par hélipontage, parachutage ou à pied, de façon à occuper, simultanément si possible, la totalité du chemin de parcours des bandes. En cas de rencontre avec une bande, elles devront toujours être en mesure de l'accrocher, de la manœuvrer et de la détruire.

Le commandant de l'opération répartira la zone à traiter entre ses unités qui y installeront des bases légères où sera maintenu un élément réservé. Pendant la première journée, avec prudence et en sécurité, les unités s'avanceront le plus loin possible de leur base pour reconnaître le maximum de pistes, de sentiers, de passages où, la nuit venue, des embuscades seront tendues.

Une réserve héliportable sera toujours maintenue à la disposition du commandant de l'opération pour lui permettre d'exploiter et de conduire à sa fin tout accrochage qui pourrait se produire en un point quelconque de la zone d'opération. Les hélicoptères, les avions types d'observation seront de précieux auxiliaires de reconnaissance et de protection.

La totalité de la population rencontrée sera aussitôt rassemblée, l'opération politique comman-

de sans délai permettra de compléter les renseignements sur les dépôts, les lieux de stationnement des bandes, les caches, les hôpitaux, etc.

Les renseignements obtenus seront exploités sur-le-champ, mais avec prudence et toujours avec des effectifs suffisants pour éviter toute surprise contre un adversaire bien armé, aguerri et décidé à se défendre.

Tous les individus reconnus comme faisant partie de l'organisation ennemie seront arrêtés et maintenus dans les unités pour exploitation pendant toute la durée de l'opération.

La population, en général peu nombreuse, sera évacuée en totalité sur un centre de regroupement qui aura été préalablement aménagé à cet effet.

Ainsi, dès le début, les bandes seront coupées de tout contact avec la population et livrées à leurs seules ressources.

La totalité des troupes engagées dans l'opération devra prendre le repas du soir avant la fin du jour. La nuit venue, aucun feu ne devra être allumé. Aux points propices reconnus dans la journée, des embuscades seront tendues. Les premiers jours, après le début de l'opération, leur effectif pourra atteindre une section. Mais les jours suivants, mettant à profit la désagrégation de l'ad-

versaire et une meilleure connaissance du terrain, elles devront être de plus en plus nombreuses avec des effectifs de plus en plus réduits, ne dépassant pas quatre ou cinq hommes.

Toutes les pièges, en particulier celles où il n'aura pas été possible de tendre des embuscades, seront piégées, au moyen de pièges simples — grenades ou plastique — relevés au matin par les hommes mêmes qui les auront placés, pour éviter toute surprise.

À nuit chaque nuit, les troupes d'intervention et les troupes de Secteur tendront un vaste filet; les maquisards qui la nuit, voudront se déplacer pour quitter la zone dangereuse ou se regrouper s'y heurteront.

En règle générale, il est recommandé de tirer sans plus attendre sur tout individu qui se présentera à bonne portée d'une embuscade, c'est-à-dire une dizaine de mètres au maximum.

En effet, il est difficile de tirer correctement la nuit à une distance supérieure, et les guérilleros ne se présenteront jamais en groupe compact devant une embuscade.

Le système sera maintenu pendant deux heures après le lever du jour, car c'est bien souvent le matin que les maquisards qui voudront s'échapper tenteront leur chance.

Autour de la zone traitée, et sur la plus grande profondeur possible, tous les postes devront être vigilants et en mesure de contrôler tous mouvements ou habitants suspects. Tout individu qui n'aura pas son certificat de recensement sera a priori considéré comme suspect et arrêté.

Pendant la journée, à l'intérieur de la zone, des patrouilles fouilleront inlassablement et minutieusement tous les fourrés; elles ramasseront les morts pour les identifier, les blessés pour les interroger. Les prisonniers feront l'objet d'interrogatoires rapides et leurs déclarations seront contrôlées sur le champ.

Ce dispositif obligera les maquisards, coupés de la population et aveuglés, à quitter leurs caches confortables — qui d'ailleurs seront bien souvent découvertes — pour tenter de fuir ou pour se procurer de l'eau et des vivres. Les blessés deviendront une charge écrasante.

Un service d'action psychologique actif, disposant de haut-parleurs et de tracts adaptés à la situation du moment, aura les plus grandes chances d'obtenir la reddition des chefs, que les circonstances auront placés hors de l'emprise et de l'autorité de leurs chefs. Beaucoup de maquisards, qui auront échappé aux embuscades, démoralisés, se rendront. L'opération en effet devra durer le temps nécessaire pour obtenir la destruction complète de la bande visée.

Tout ce qui pourrait être susceptible de faciliter d'une façon quelconque la vie des guérilleros, ou être utilisé par eux : dépôts, abris, caches, vivres, cultures, maisons, etc., devra être systématiquement détruit ou récupéré. Le succès de l'opération permettra justement la récupération méthodique des matériaux et des denrées, qui seront distribués en rendus aux habitants regroupés. La totalité des habitants et du cheptel devra être évacuée.

À leur départ, les troupes d'intervention devront non seulement avoir détruit complètement les bandes, mais ne laisser derrière elles qu'une zone vidée de toutes ressources et parfaitement inhabitable.

L'opération dans une Zone Refuge contre les bandes armées, avec l'appui des troupes d'intervention, devra mettre un point final à la lutte contre la guérilla dans un secteur.

Pour réussir, elle devra être minutieusement préparée à l'échelon du général commandant la Zone Département. Elle se sera déclenchée que lorsque les opérations menées par les troupes d'intervention des Secteurs auront créé une situation

favorable et que le commandement sera parvenu à la totalité des moyens nécessaires. Mûrement préparée, énergiquement conduite, elle ne doit pas échouer.

Elle doit permettre au commandant de Secteur de regrouper et de contrôler la totalité des habitants de son Secteur, lui final des opérations de la guerre moderne.

Cependant, le contrôle et l'organisation des populations et l'ensemble des contrôles annexes qu'il permet d'établir,

- contrôle du ravitaillement,
- contrôle de la circulation des individus et des biens,
- contrôle des armées,
- etc.,

ainsi qu'un service de renseignements sans faille, doivent être maintenus vigilants jusqu'à ce que le paix soit revenue sur l'ensemble du territoire. Leur manque de vigilance ou leur disparition prématurée permettrait à nos adversaires de reconquérir le terrain perdu et remettrait en cause la pacification du Secteur.

5° Les troupes d'intervention de Réserve générale

Le commandant en chef d'un théâtre d'opérations devra toujours disposer d'une Réserve générale

très importante. Elle lui permettra d'intervenir, au point précis et au moment qu'il jugera opportun, dans la conduite des opérations.

C'est, sous l'impulsion ou grâce à une utilisation judicieuse de ses unités réservées qu'il pourra accélérer et terminer la pacification dans certains secteurs difficiles.

Or, pour des raisons d'économie des forces, certaines régions devront être abandonnées ou tenues seulement avec de très faibles effectifs. L'ennemi aura ainsi la possibilité de s'y organiser sérieusement et d'y intervenir des forces importantes. Lorsque le commandement décidera de les pacifier, les moyens normaux des Secteurs ou des Zones seront insuffisants. Les opérations incomberont alors aux unités de Réserve générale.

De même, au début d'un conflit l'ennemi n'aura généralement pas la possibilité de déclencher les hostilités simultanément sur l'ensemble du territoire. Il s'installera d'abord dans des zones propices à la guérilla qu'il s'efforcera de garder sous son contrôle.

A ce stade, une action en force, rapidement déclenchée et vigoureusement conduite, d'après les principes que nous avons précédemment étudiés, doit dans des délais courts extirper la guérilla et empêcher l'extension du conflit. Le succès de l'opération entreprise est donc capitale puisqu'elle est susceptible de ramener le paix.

Dans un cas comme dans l'autre, la zone opé-

rationnelle devra être nettement définie et isolée. Dans le premier cas, ce sera le rôle des Zones et des Secteurs limitrophes.

Dans l'autre, dès les premiers actes d'agression, les éléments des forces de l'ordre dont nous disposons sur place : armée, gendarmes, police, les divers services de renseignements du temps de paix, s'efforceront de déterminer avec le plus de précision possible les limites de la zone passée sous le contrôle de l'ennemi.

En prenant rapidement en bordure de cette zone les mesures préétablies étudiées :

- contrôle et organisation des populations,
- mise en place d'un service de renseignements efficaces,

ils empêcheront l'extension en surface de l'action ennemie et s'attachent fermement aux localités essentielles de la périphérie. Ce sont celles-ci qui finalement délimiteront la zone à attaquer.

L'importance des effectifs — deux à quatre divisions si l'on s'en tient à l'expérience de Corée — et des moyens très divers, civils et militaires, à mettre en œuvre, la nécessité de coordonner étroitement des actions très complexes, exigent qu'une telle opération ne soit déclenchée qu'après une étude sérieuse permettant d'établir un plan

d'action précis, et seulement lorsque tous les moyens nécessaires auront été réunis. Des moyens insuffisants, des négligences dans la préparation et dans l'exécution des opérations seraient courir à un échec certain qui aurait les conséquences les plus graves : l'extension du conflit en surface ne pourrait pas être arrêtée et une guerre très longue ne pourrait plus être évitée.

Le commandant de l'opération sera le commandant des unités de Réserve générale engagées. A ce titre, il recevra la totalité de la mission à remplir, c'est-à-dire qu'on ne lui demandera pas seulement d'affaiblir les bandes ou de les disperser, mais de détruire entièrement l'appareil de guerre de l'ennemi et de rétablir dans la zone considérée une vie normale.

La durée de l'opération ne sera pas fixée a priori. Elle se terminera seulement lorsque l'organisation de guerre ennemie — bandes armées comprises — aura été entièrement détruite, c'est-à-dire lorsqu'il ne restera plus un seul guérillero dans la région, mais encore lorsqu'un système cohérent, capable d'empêcher tout retour offensif de l'adversaire aura été mis en place.

On désignera à temps voulu au commandant de l'opération un adjoint qui, au départ des Réserves

générale, avec les moyens qui lui seront laissés et l'organisation mise en place, devra assurer au territoire libéré un retour rapide vers la paix.

B) Conduite de l'opération.

Une telle opération différera seulement par son ampleur de celles que nous avons précédemment exposées, mais les principes à appliquer seront les mêmes.

Si les effectifs engagés permettent d'obtenir une densité de troupes suffisante sur l'ensemble de la zone à traiter, les opérations commenceront simultanément dans la Zone des Campagnes Habitées et dans les Zones Refuge. Un délai de temps important pourra ainsi être gagné. Mais nous ne pourrions qu'exceptionnellement réussir les effectifs nécessaires pour une opération d'une telle ampleur.

L'opération commencera donc par la Zone des Campagnes Habitées dont nous avons signalé toute l'importance; dont nous connaissons les caractéristiques essentielles et qu'entourent les Zones Refuge.

Une vaste opération policière, couvrant la totalité de cette zone nous permettra de détruire l'important organisme politico-militaire qui s'y est implanté et de parachever, si c'est nécessaire, la destruction de l'organisation politico-administrative des villes.

Nous y rencontrerons quelquefois des bandes armées que nous nous efforcerons de détruire, mais nous leur interdirons désormais ce séjour privilégié, en les obligeant à se retirer et à vivre dans leurs Zones Refuge.

Parallèlement à l'opération policière, un Bureau de contrôle et d'organisation des populations sera créé, destiné à mettre en place et à diriger l'organisation hiérarchisée des populations et ses contrôles annexes :

- contrôle de ravitaillement,
- contrôle des animaux,
- contrôle de la circulation des individus et des biens de consommation,
- etc.

La totalité de la population sera regroupée dans des villages-postes qui seront dotés des moyens et des installations nécessaires pour assurer le contrôle et la protection des habitants.

Des villages, des routes, des postes seront ainsi créés, et une administration normale remise en place.

La Zone des Campagnes Habitées deviendra ainsi un immense chantier dans lequel la population, bien encadrée, apportera une aide précieuse et efficace.

C'est seulement lorsque l'opération des Campagnes Habitées sera terminée que nous entre-

prendrons les opérations contre les Zones Refuges.

Nos services de renseignements, la population, les prisonniers, les ralliements qui auront provoqué l'isolement des bandes, l'impression de fausse et de confiance qui se dégagera d'une vaste opération conduite énergiquement et avec méthode dans la Zone des Campagnes Habitées, nous auront permis bien avant le déclenchement de l'opération d'être renseignés sur les bandes, leur armement, leurs effectifs, leurs lieux habituels de stationnement, leurs abris, leurs caches, leurs dépôts, leurs itinéraires les plus fréquentés, leurs moyens habituels d'existence, et leurs sources de renseignements.

Nous n'aborderons donc pas en aveugles les Zones Refuges, mais nous aurons des données d'objectif complet et précis.

Bien qu'à une plus grande échelle, l'opération sera conduite comme celle des Zones Refuges des Secteurs et des Zones-Département.

Tous les moyens de transport modernes, hélicoptères, parachutes, moyens de transport divers, devront être employés pour couvrir simultanément et dans des délais très courts la totalité de la Zone Refuge ennemie qui aura été préalablement bombardée. Aucune chance ne sera ainsi laissée aux bandes pour s'échapper.

L'opération durera aussi longtemps qu'elles n'auront pas été détruites et se terminera seulement lorsque la zone qu'elles avaient choisie

comme repaire, vidée de tous ses moyens de subsistance, sera rendue entièrement inutilisable.

Nous arriverons ainsi à une véritable spécialisation des troupes engagées dans la guerre moderne. Nous aurons d'abord :

LES UNITÉS DU QUADRILLAGE.

En général, ce seront celles qui auront été mises en place les premières pour limiter l'effort offensif de l'adversaire.

Chargées d'occuper les villes, les points sensibles du territoire, d'assurer la sécurité des axes de circulation, leur mission, apparemment statique, devra être des plus actives.

Leur rôle est très important en ce sens qu'elles désorientent la zone ennemie, gênent son examen en surface et, grâce aux postes qu'elles occupent et au réseau routier qu'elles entretiennent, fournissent d'excellentes bases de départ aux troupes spécialistes dans les opérations offensives.

La sécurité non seulement des villes importantes, mais de l'immense majorité de la population qui habite les petites villes et les bourgs leur incombe. Cette sécurité reposera, en effet, sur :

— leur habileté à détruire l'organisation ennemie implantée dans les villes,

LA GUERRE MOOSEN

— la valeur de systèmes de contrôle des populations qu'elles auront eu maître en place.

— le contrôle de la circulation des personnes et des biens dont dépendra pour une large part le succès des opérations menées à la périphérie par les troupes d'intervalle.

— Les troupes de quadrillage devront être rompus aux opérations policières; elles devront les conduire fermement, mais avec tact et discrétion, afin de ne jamais s'aliéner par des tracasseries inutiles les populations avec lesquelles elles seront en contact permanent.

Elles seront progressivement remplacées par les forces de police normale, en particulier par la gendarmerie, lorsque l'aide et la collaboration des habitants auront été acquises. Elles devront alors renforcer les troupes d'intervalle et leur permettre d'étendre leur champ d'action.

LES UNITÉS D'INTERVALLE

Elles devront être constituées avec des troupes excellentes, bien entraînées et instruites. Leur mission essentielle sera :

— la destruction de l'organisation politico-militaire ennemie de l'immense Zone des Campagnes Habitées de leur secteur dont nous avons vu le rôle important.

— regrouper ensuite les populations dispersées pour assurer leur protection.

Le combat de la guerre

— les organiser enfin pour qu'elles puissent participer elles-mêmes à leur propre défense.

Elles devront postiquement être accablées, capables de vivre très longtemps éloignées de leur base, de se disperser sur une grande surface pour mener à fond une opération policière, et de se regrouper rapidement en cas d'encerclement pour manœuvrer et détruire les bandes qui tentent de s'opposer à leur action.

LES UNITÉS D'INTERVENTION

Ce sont elles qui devront rechercher les bandes dans leurs repaires et les détruire. Elles devront être des troupes d'élite.

En effet, aborder un adversaire récalcitrant dans un terrain difficile, parcourir de longues distances à pied, de jour ou de nuit, pour l'atteindre, tendre des embuscades, des routes entières par petites équipes de quatre ou cinq hommes sur des pistes de forêt, exiger un entraînement complet et un moral à toute épreuve.

Conduire une opération policière efficace, interroger rapidement sur le terrain même de leur capture des prisonniers intéressants, puis passer sans coup férir à l'exploitation, exigent des cadres de haute valeur.

Cet entraînement difficile et coûteux ne pourra être dispensé qu'à une faible partie des unités du Corps de bataille. Il conviendra donc de le réserver

judicieusement sans en provoquer une issue prématurée.

Si l'on s'en tient à l'expérience de Corée et aux besoins actuels de la guerre en Algérie, c'est un minimum de quatre divisions dont devrait disposer un général commandant un théâtre d'opérations important.

Réunies sous les ordres d'un chef dynamique, parfaitement au courant des possibilités de combat de la guerre moderne, elles seraient en mesure de traiter successivement en quelques mois les régions les plus menacées et les plus pourries.

En résumé, la guérilla, grâce aux facilités que lui procure le terrain qu'elle a choisi et la population qui la soutient, peut être efficacement conduite par de petites bandes contre une armée disposant d'effectifs nombreux. Son adversaire est toujours à portée de sa main; ses nombreux agents peuvent l'observer en permanence et étudier à loisir ses points vulnérables. Les bandes pourront donc toujours choisir les moments propices pour l'attaquer ou le harceler.

Ses actions pour être efficaces n'exigent pas une coordination impérieuse de tous ses éléments, obligatoirement trop dispersés et qui agissent sur un même territoire.

L'audace, l'initiative, le courage seront les qualités maîtresses des chefs de bandes de guérilla. A ses débuts, tout au moins, la guérilla est une guerre de lieutenants et de jeunes capitaines.

Nous nous heurtons, au contraire, à un ennemi invisible, furtif, insaisissable. Pour l'atteindre, nous n'avons pas d'autre solution que de jeter un immense filet aux mailles solides sur toute la zone où ses bandes se déplacent.

Les opérations contre la guérilla ne pourront donc réussir que si elles sont conduites sur une grande échelle, si elles durent le temps nécessaire, et si elles sont minutieusement préparées et dirigées.

Suivant le colonel E. Beebe, déjà cité :

— Une opération de contre-guérilla n'est terminée que lorsqu'il n'y a plus de guérilleros dans la région et non lorsque la guérilla aura été désorganisée et dispersée.

Nous ajoutons :

— lorsque la totalité des organisations de guerre ennemies auront été détruites et les autres mises en place.

La lutte contre la guérilla n'est donc pas, comme on a pu parfois le laisser supposer, une guerre de lieutenants et de capitaines. L'importance des effectifs que nous devons mettre en œuvre, les vastes étendues sur lesquelles ils seront amenés à intervenir, la nécessité de coordonner étroitement sur de grands espaces des actions parfois très

LA GUERRE MODERNE

diverse, les mesures politico-militaires à prendre vis-à-vis des populations, la coopération nécessairement très étroite avec les diverses branches de l'administration civile que nous devons remettre en place, exigent que les opérations contre la guérilla soient conduites d'après un plan minutieusement étudié, établi à un échelon très élevé de commandement¹, capable à tout moment de faire efficacement sentir son action dans les domaines très divers embrassés par la guerre moderne.

La lutte contre la guérilla est, en définitive, une question de méthode. Un État moderne dispose de forces largement suffisantes pour la combattre. Nos échecs répétés proviennent seulement d'une mauvaise utilisation des moyens dont nous disposons.

Beaucoup de chefs militaires les jugent insuffisants. Nous savons qu'il n'y a pas d'exemple dans l'histoire militaire d'homme de guerre qui ait pu obtenir tous les moyens souhaités pour aller à la bataille. Le grand chef de guerre, c'est justement celui qui sait vaincre avec les moyens qui lui sont fournis.

1. En principe le commandant du théâtre d'opération.

Troisième partie

PORTER LA GUERRE CHEZ L'ADVERSAIRE

I INEFFICACITÉ DES MOYENS DE LA GUERRE CLASSIQUE

Nous venons d'étudier la façon de réagir sur notre propre territoire contre un adversaire employant les méthodes de la guerre moderne.

Or, les procédés que nous avons préconisés visent uniquement la destruction des forces que l'ennemi a réussi à introduire ou à organiser à l'intérieur de nos frontières.

Cependant, nous savons qu'avant de passer à la lutte ouverte, l'ennemi s'est efforcé de s'assurer l'appui d'une ou plusieurs puissances étrangères amies, non belligérantes, où il pourra installer des bases importantes pour l'entraînement de ses troupes, où seront entreposées ses réserves de matériel de guerre et qui serviront très souvent de base de départ pour des attaques lancées contre notre territoire.

En outre, c'est sur ce territoire que nos adversaires installeront dès le début des hostilités leurs organismes de commandement, transformés pec-

grossièrement en gouvernement provisoire en attendant qu'ils aient la possibilité de disposer, sur le territoire qu'ils se proposent de conquérir, d'une zone suffisamment vaste pour y installer un gouvernement définitif.

Or, du fait de la non-belligérance de l'État qui supporte nos adversaires, ces bases seront en permanence hors de notre portée. L'ennemi y jouira d'une liberté complète et recevra en toute quiétude des moyens en hommes et en matériel qui lui permettront d'alimenter la bataille sur notre propre territoire.

Aussi longtemps que cet important potentiel de guerre n'aura pas été détruit ou neutralisé, la paix, même entièrement rétablie à l'intérieur de nos frontières, sera toujours précaire et sans cesse menacée en cas de...

Ainsi la liberté d'action laissée à nos ennemis hors de nos frontières sera une des causes déterminantes de la durée du conflit. Le soutien matériel, l'assurance d'une aide puissante et continue venant de l'extérieur sont les éléments essentiels du maintien d'un moral élevé chez les combattants de l'intérieur. Sans une aide extérieure importante, et sans l'espérance d'un débarquement allié, la plupart des maquis français sous l'occupation n'auraient pas pu tenir sous la pression des attaques allemandes.

Des exemples récents montrent l'importance que peut avoir sur l'issue d'un conflit le support

qu'un État non belligérant apporte à un adversaire dans la guerre moderne.

La Grèce n'a pu briser l'attaque communiste que lorsque la Yougoslavie, ayant quitté le camp soviétique, n'a plus servi de base-support aux bandes armées qui menaient le combat sur le territoire grec.

L'erreur capitale de la France en Indochine a été de ne pas faire un effort de guerre suffisant pour vaincre avant l'arrivée des communistes chinois sur notre frontière du Tonkin. Les Viet-minh purent dès lors disposer hors de notre portée de bases importantes en Chine qu'ils pouvaient librement approvisionner et sur lesquelles leurs grandes unités purent se former et s'entraîner. La guerre eussait changé de caractère; elle était perdue pour nous qui n'avions plus la possibilité d'alimenter, si loin de la métropole, un théâtre d'opérations devenu de plus en plus important.

La destruction des bases de l'ennemi en territoire étranger, ou leur neutralisation, est donc une nécessité si nous voulons hâter la fin des hostilités et assurer une paix durable.

Le procédé le plus simple consisterait à obtenir par la voie diplomatique que les États voisins cessent d'apporter une aide efficace à nos adversaires. Or, depuis la guerre d'Espagne en particulier, des idéologies différentes ont divisé les grandes puissances mondiales en deux camps opposés. Sous les formes les plus diverses, nos adver-

autres sur le plan idéologique apporteront à nos ennemis une aide plus ou moins importante suivant leur possibilité ou leur situation géographique mais ils les soutiendront.

En outre, du fait de l'interdépendance actuelle des nations, tout mouvement de révolte chez l'une d'elles sera exploité par d'autres à des fins partiales et intéressées. Le bloc soviétique, en particulier, mettra tout en œuvre pour alimenter un conflit susceptible d'affaiblir le camp adverse. Nos ennemis chercheraient donc un soutien auprès des pays où une action diplomatique à leur avantage n'a aucune chance d'aboutir.

L'intervention diplomatique s'étant révélée inefficace, on a tenté avec des fortunes diverses d'installer aux frontières mêmes du territoire attaqué un dispositif capable d'interdire à nos adversaires l'arrivée de tout support venant de l'étranger. Mais les frontières d'un État sont vastes et les moyens de les franchir variés.

Dans ce dispositif, la marine aura par vocation la surveillance des frontières maritimes. Éclairée par un service de renseignements important, elle a la possibilité d'arraisonner même en haute mer les navires qui lui paraissent suspects. Son action gênera ainsi considérablement le ravitaillement de nos adversaires. Mais elle ne parviendra pas à empêcher la contrebande des armes et de divers matériels de guerre indispensables à nos ennemis. La surveillance des ports et des côtes

est essentiellement du ressort de l'aviation civile; elle se heurtera à de très grandes difficultés, en raison du grand nombre d'organismes intéressés et de l'importance du trafic à contrôler, principalement dans les ports importants. Un contrôle rigoureux gênerait en effet considérablement le ravitaillement même du pays et de ce fait, il est impossible.

L'armée aérienne apportera elle aussi un sérieux appui. Pendant la journée, elle pourra assurer une surveillance efficace des frontières terrestres et maritimes; elle pourra même attaquer les convois de ravitaillement ennemis lorsqu'ils auront franchi la frontière. Mais, la nuit, son rôle sera très réduit, pratiquement nul; elle ne parviendra pas à empêcher des parachutages de matériel ou d'agents sur des axes, même restreints, qui pourront échapper pour une durée suffisante à notre contrôle.

La garde des frontières terrestres sera encore plus difficile à réaliser.

Nous savons que la guérilla utilise essentiellement un matériel de guerre léger et peu nombreux. Même si nous parvenons à barrer les axes de pénétration importants nous ne gênerons que très peu nos adversaires qui n'ont pas besoin de les utiliser, mais qui pénétreront sur notre territoire par la foule des petits sentiers qui parcourent les régions montagneuses et qui ne sont connus que des spécialistes. Nous aurons donc rarement la possibilité de les interdire en totalité.

Même le périmètre fortifié établi à grands frais par le général de Lattre, en 1950-1951, en bordure du delta tonkinois n'a pas réussi à empêcher les échanges réguliers entre les unités Viet-minh infiltrées dans le delta. Elles recevaient de l'extérieur tous leurs approvisionnements de guerre et faisaient parvenir à celles qui étaient installées sur le pourtour ou en Haute-Région le riz indispensable à leur ravitaillement; nous n'avons jamais pu nous y opposer.

En Algérie, tirant les leçons des expériences passées, nous avons osé à installer un barrage fragile, mais étanche et d'une efficacité indiscutable.

Si nos adversaires réussissent, s'ils n'ont pu arriver à créer des unités de guérilla supérieures à la compagnie, c'est en grande partie parce que le barrage ne leur a pas permis de recevoir l'aide matérielle indispensable à un développement normal de leur action. La guérilla est sporadique, destinée beaucoup plus à maintenir l'emprise sur les populations rurales qu'à inquiéter les foyers de l'ordre. C'est donc surtout vers le terrorisme urbain qu'ils ont axé leurs efforts, principalement parce qu'il exige des moyens matériels d'une importance très minime.

De ce fait, les hostilités sont étalées; nos adversaires comptent que la lassitude éprouvée par notre pays pour poursuivre un conflit coûteux et apparemment sans issue, leur permettra finalement d'atteindre leurs buts de guerre.

Mais le barrage a le défaut capital de toutes les organisations défensives. Il s'inscrit à livre ouvert sur le terrain, notre adversaire peut en suivre régulièrement le développement et en connaître les faiblesses.

Quelques attaques sporadiques, à intervalles irréguliers, avec de faibles effectifs, jamais poussées à fond, sont suffisantes pour immobiliser en permanence des forces considérables. En outre, la facilité avec laquelle nous les repousserons entretiendra chez nous une fausse sécurité qui pourra être très dangereuse.

Nous ne devons pas nous laisser leurrer. Ces attaques répétées seront mises à profit par nos adversaires pour entretenir l'esprit effrayé de leurs troupes et étudier nos réactions. Ce n'est que lorsqu'ils auront réuni les moyens nécessaires pour forcer le barrage qu'ils l'attaqueront.

À ce sujet la leçon de Dien-Bien-Phu ne doit pas être perdue. La garnison du camp retranché se croyait en sécurité derrière ses immenses réseaux de fils de fer barbelés, dont certains avaient plus de cinquante mètres de profondeur. Elle souffrait ardemment une attaque en masse de l'ennemi qu'elle se croyait en mesure de repousser sans difficulté.

Mais lorsque l'attaque fut déclenchée, les Vietnamiens avaient eu largement le temps d'apprécier la valeur réelle de notre système défensif et de choisir les moyens nécessaires pour le forcer.

Le barrage n'est certes pas sans valeur, mais il est sans effet sur le potentiel de guerre que nos adversaires peuvent accumuler impunément à nos frontières.

Pour le détruire nous n'avons finalement pas d'autre solution que de l'attaquer en territoire étranger.

Autrefois et particulièrement au XIX^e siècle, lorsque des bandes armées franchissaient la frontière de nos possessions d'outre-mer, celles-ci étaient poursuivies; le pays qui leur donnait refuge était, si nécessaire, attaqué et bien souvent soumis. Des accords entre quelques grandes puissances étaient suffisants pour localiser un conflit, qualifié de simple incident, que notre armée avait la possibilité de régler rapidement.

Aujourd'hui, du fait de la puissance des organisations internationales et de l'enchevêtrement des problèmes mondiaux, une telle intervention susciterait des réactions dans le monde entier, et certainement une extension imprévisible du conflit. Cependant elle reste encore un réflexe normal chez la plupart des militaires classiques. En effet, si près de nos frontières, quelquefois même dans le rayon d'action de nos armes lourdes les bases

ennemies à l'étranger restent un objectif tentant, apparemment facile à atteindre et à détruire.

On peut donc envisager contre elles soit une attaque aérienne, soit une attaque classique de forces terrestres appuyées par l'aviation et l'artillerie.

Une attaque aérienne offre l'avantage de pouvoir être préparée en secret et rapidement conduite. Cependant, elle n'obtiendra de résultats décisifs que si elle est massive; elle exigera donc des moyens considérables. Mais la surprise ne jouera que pour les premiers bombardements; la dispersion, puis les camouflages les rendront rapidement moins payants. En outre, malgré la précision des renseignements, les objectifs seront toujours très difficiles à déceler. Ils seront souvent situés à proximité d'agglomérations civiles qui seront toujours à souffrir des bombardements.

Enfin, une intervention aérienne ne permet pas l'occupation des objectifs traités. Elle laisse à nos adversaires une liberté totale pour présenter les faits sous l'aspect qui leur sera le plus favorable; le nombre des victimes civiles sera considérablement exagéré et les résultats obtenus sur le plan militaire minimisés. Un bombardement sera transformé par la propagande adverse en raid terroriste que la presse mondiale ennemie exploitera contre nous.

C'est ainsi qu'a été exploité, même par une partie importante de la presse française, le seul

bombardement que l'armée française d'Algérie a effectué — en février 1958 — sur la base F. L. N. de Sakhiat Sidi Youssef à proximité de la frontière en Tunisie.

Une attaque classique des bases ennemies par des forces terrestres a pu être envisagée et étudiée; mais elle offrait de tels inconvénients qu'elle n'a jamais été tentée.

En effet, le franchissement de la frontière d'un État par une armée régulière est un *casus belli*; il équivaut à une déclaration de guerre et les instances internationales nous désigneraient indubitablement comme l'agresseur.

La guerre moderne n'a pas été codifiée; des attentats nombreux peuvent être commis dans un pays par une puissante organisation de guerre ennemie, des bandes armées basées à l'étranger peuvent régulièrement franchir une frontière et attaquer l'armée d'un pays voisin pour renverser son régime, ce n'est pas un *casus belli*. Terroristes et bandes armées pourront toujours se dissimuler aux yeux d'observateurs peu avertis des conditions de la guerre moderne, ou, simplement de mauvaise foi. Mais une armée classique avec ses effectifs nombreux, ses moyens lourds, lente à déplacer, impossible à dissimuler, ne passera jamais inaperçue.

Une intervention par des forces terrestres avec des moyens suffisants, vigoureusement conduite, donnerait certainement des résultats initiaux indiscutables. La plupart des dépôts situés à proximité

Passer la guerre chez l'adversaire

de nos frontières aurait détruits ou récupérés; une partie importante des forces ennemies pourrait être anéantie ou capturée; mais jamais en totalité. Aptes à mener la guérilla, les éléments que nous n'avons pas pu attaquer ou qui auront réussi à s'enfuir, bénéficiant du concours des populations pour lesquelles nous avons l'agresseur, se réfugieront dans des zones insaisissables à nos moyens lourds.

Ainsi donc, sans remporter un avantage décisif, nous accroîtrons considérablement les dimensions du champ de bataille que nous avons déjà les plus grandes difficultés à racabler. Mais surtout nous aurons donné à nos ennemis sur le plan international des appuis insoupçonnés, qui souvent n'attendaient qu'une occasion favorable pour se manifester ouvertement contre nous.

S'il est indispensable de détruire les bases essentielles de nos ennemis à l'étranger, ce ne sont certes pas les procédés classiques de la guerre que nous devons employer.

Attaqués sur notre propre territoire par les procédés de la guerre moderne nous porterons la guerre chez l'ennemi avec les mêmes procédés.

II LA GUERRE MODERNE EN TERRITOIRE ENNEMI

Les procédés de la guerre classique gênent dans une certaine mesure le ravitaillement de nos adversaires, mais ils ne peuvent l'interdire.

Une armée classique, en effet, ainsi que nous l'avons maintes fois constaté, déploie ses grands moyens sur un champ de bataille vide d'ennemi, — ils ne peuvent pas se rencontrer, si ce n'est exceptionnellement, par l'effet du hasard, puisqu'ils agissent ordinairement sur des plans différents — ses attaques tomberont donc le plus souvent dans le vide.

Il est évident, par exemple, que l'enjeu de la guerre moderne est la conquête de la population; l'armée doit donc porter son effort sur les régions où la population est la plus dense, c'est-à-dire dans les villes. Or, en Algérie, après quelques succès initiaux spectaculaires (bataille d'Alger 1957), la population des grandes villes a été abandonnée aux organisations terroristes ennemies, pendant

que les grandes unités d'intervention pouvaient de petites bandes sans importance, dans des régions sans intérêt¹.

Cette erreur constante qu'il est nécessaire de souligner provient essentiellement du fait que l'armée par tradition répugne à employer les procédés de la guerre moderne qu'elle connaît mal, et d'autre part la violence des attaques dont elle a été l'objet dans certains milieux intellectuels et le peu de soutien qu'elle a eu du gouvernement ne l'ont certes pas incitée à poursuivre des opérations pour lesquelles d'ailleurs elle est mal préparée.

Attaquée sur notre propre territoire nous devons, d'abord, nous défendre avec des moyens appropriés; ensuite, nous riposterons énergiquement en portant la guerre chez nos adversaires et en ne leur laissant aucun répit jusqu'à leur capitulation.

Nous les attaquerons sur leur terrain avec les armes de la guerre moderne qui nous permettront d'intervenir directement sur leur propre territoire sans nous exposer aux complications internationales que l'emploi des armes classiques ne manqueraient pas de susciter.

1. Le résultat de cet abandon, ce sont les émeutes de décembre 1960 dans les grandes villes algériennes, susceptibles de remettre en cause l'ensemble du problème.

La conduite de la guerre moderne nécessite une collaboration étroite de la population. Nous devons d'abord nous assurer son appui. L'expérience a montré qu'il n'était nullement nécessaire d'avoir la sympathie de la majorité des populations pour l'aboutir. Celle-ci sera en général amorphe ou indifférente; il suffira de détecter, puis de former une élite agissante, puis de l'introduire dans la masse comme un levain qui agit au moment voulu.

Ce sont donc des cadres qui nous sont nécessaires. Nous les trouverons sans difficulté. Dans l'ancienne Union française, une foule d'hommes nous restent dévoués. L'Indochine, puis l'Algérie l'ont amplement montré. Ils seront sans doute plus attachés aux avantages qu'ils attendent de notre pays qu'à notre pays lui-même; mais cet attachement sera sans défaillance, si nous sommes décidés à aboutir, et fermes dans nos intentions et nos réalisations. Nous savons que dans les périodes troublées, l'intérêt et l'ambition ont toujours été de puissants mobiles pour des gens dynamiques qui veulent sortir de l'ornière et arriver. Or, intérêt et ambition peuvent souvent se conjuguer avec un idéal et des sentiments loüables. C'est cet idéal et ces sentiments que nous devons

LA GUERRE MODERNE

découvrir. Dans chaque pays, dans chaque race, dans chaque couche sociale, nous devons trouver une raison, une idée, bien différentes souvent dans des régions même très voisines et capables cependant d'être des mobiles suffisants pour prendre les risques demandés. La période troublée actuelle, les luttes sociales ou idéologiques fournissent à nos recherches un champ étendu dans lequel nous trouverons les éléments de base susceptibles de permettre le démarrage de notre entreprise.

Chaque État, chaque système politique a des opposants, voire même des ennemis du régime que nous voulons gloire ou détruire; leur nombre sera toujours important dans une nation occupée par des forces étrangères, dans un régime de dictature et même dans certaines régions excentriques où l'opposition des habitants au pouvoir central s'a pas disparu.

C'est parmi eux que nous trouverons les cadres qui nous seront nécessaires.

Établissement de zones de maquis en pays étranger ennemi.

L'implantation de nos premiers éléments en territoire ennemi nécessitera une étude préalable approfondie pour déterminer les régions sur lesquelles nous devons faire porter notre effort. Elle portera essentiellement sur les points suivants :

Porter la guerre chez l'ennemi

- la géographie physique, économique et humaine,
- le climat psychologique du moment,
- les renseignements sur l'implantation des forces militaires et des forces de police.

Elle nous permettra de déterminer les régions les plus favorables à notre action et celles où elle sera le plus efficace pour la conduite de l'ensemble des opérations.

Nous savons qu'au départ nos moyens seront très faibles; nous choisirons donc les régions les moins protégées, c'est-à-dire les régions montagneuses peu peuplées, où la clandestinité de notre action pourra être maintenue pendant la durée nécessaire à l'implantation de nos éléments de base.

C'est donc par l'établissement de zones de maquis en territoire rebelle que notre action débute.

L'expérience a montré que, dans une zone propice à l'établissement d'un maquis, il n'y a pas place pour deux autorités; elle appartient au premier occupant. Il est ensuite très difficile de déloger les gens qui s'y sont installés. La vie rude menée par les maquisards, la crainte qu'ils doivent inspirer aux populations environnantes pour subsister obligeront celles-ci, même malgré elles, à les soutenir.

Dans les régions qui intéresseront notre action, nous devons être les premiers occupants, pour

LA GUERRE MODERNE

empêcher qu'une autorité autre que la nôtre ne s'y installe.

En fonction de la zone choisie, nous recruterons les premiers cadres et, si possible, un chef désigné à prendre le commandement d'une région représentant une certaine unité ethnique et géographique qui formera une zone de maquis.

Il devrait être de la région choisie, la connaître parfaitement afin de pouvoir prendre sans difficulté les contacts préliminaires qui leur permettront de recruter les éléments chargés de créer les bases de départ du futur maquis. Tous devront être des gens du pays ou y avoir conservé des liens d'amitié, ou de parenté.

Instruction des équipes de contact.

Ces premiers volontaires seront rassemblés dans un camp spécialisé, en vue de la formation des équipes de contact. Après une rigoureuse sélection, ils seront classés en trois catégories :

- les combattants,
- les radios (phonie et graphie),
- les agents politiques et de renseignement.

La formation qu'ils recevront comprendra :

- une instruction commune de base (politique,

Partir la guerre chez l'adversaire

morale, militaire, parachutiste, contre-espionnage),
— une instruction de spécialisation (en particulier radio), qui devra être poussée à fond.

L'expérience a montré que 50 % des premiers volontaires devraient recevoir l'instruction du combattant, 25 % celle de radio et 25 % celle d'agent politique et de renseignement.

Cette instruction sera activement poussée par des cadres spécialisés, officiers et sous-officiers qui, ultérieurement, auront la charge du maquis lorsqu'il sera mis en activité.

À l'issue d'une première période de formation qui durera deux ou trois mois, suivant la valeur intellectuelle des élèves, les premières missions de contact seront constituées. Elles auront généralement la composition suivante :

— un chef d'équipe et un adjoint (peut-être parmi les hommes ayant suivi l'instruction du combattant),

— un radio (phonie),

— deux agents politiques et de renseignement.

Une dizaine d'équipes semblables sera suffisante pour prospecter une zone de maquis et prendre les contacts nécessaires pour y installer les bases d'implantation.

Les autres volontaires continueront leur instruction, en particulier les radiographistes, qui devront être instruits à fond.

Mise en place des missions de contact.

Au moment le plus favorable, les équipes de contact seront assainies sur la zone de maquis. Leur mise en place s'effectuera soit par parachutage de nuit, soit par voie terrestre, ou maritime quelquefois. Le parachutage par petites équipes, la nuit, avec des équipages entraînés, offre l'avantage d'une très grande discrétion, évite aux agents une marche difficile et les risques d'interception.

Chaque équipe est indépendante et travaillera à proximité d'un village, bien connu d'ex moins un des agents, dans lequel il sera possible de recourir des liens d'amitié et de prendre les contacts recherchés. Les liaisons radio permettront de suivre le travail des équipes.

Lorsque la mission de contact sera en bonne voie, le chef d'équipe et un agent de renseignement recruteront, en général, par voie terrestre. Ils seront alors assez familiarisés avec le terrain pour ne courir aucun risque¹. Ils embaucheront avec eux un certain nombre de jeunes gens susceptibles, après avoir reçu une formation spéciale, d'entrer dans le commando du maquis.

L'adjoint au chef d'équipe, le radio et un agent de renseignement resteront sur place afin que les

1. Ou par hélicoptère, ce qui leur gagnera un temps considérable.

Porter la guerre chez l'adversaire

contacts soient maintenus et, si possible, améliorés.

Cette phase de contact-implantation durera d'un à deux mois.

L'exploitation régulière des renseignements fournis par les équipes de contact — mise au point au retour des chefs d'équipe — aura permis à l'officier responsable du maquis d'en suivre l'évolution, de pousser le recrutement et l'instruction du personnel nécessaire, en particulier celle du commando de maquis qui devra être fort d'une centaine d'hommes. Il mettra au point et intensifiera les liaisons radio avec les équipes restées sur place; il délimitera de façon précise la zone du futur maquis; il recherchera des D. Z. ¹; il établira le bilan des moyens nécessaires en armement, postes radio et matériel divers, pour l'équipement du maquis.

Lorsque la totalité des moyens auront été rassemblés, l'instruction du commando, des chefs d'équipe de maquis, des divers spécialistes terminée, l'organisation de la zone de maquis mise au point, la mise en place devra être réalisée le plus rapidement possible.

Les chefs d'équipe de maquis seront d'abord largués. Ils organiseront dès leur arrivée leurs équipes de maquisards qui leur serviront de protection personnelle. Ils commenceront aussitôt la désorganisation de l'administration locale qui marquera le début de la mise en activité du maquis.

1. Zones de parachutage de matériel et de personnel.

Le chef du maquis suivra avec son commando et ses moyens radios. Le commando lui permettra d'établir indiscutablement son autorité et d'envoyer toute action de la police ou de la gendarmerie locale susceptible de gêner son activité. Ensuite, quelques actes de sabotage et de terrorisme bien calculés obligeront les habitants réticents à apporter les concours nécessaires. Le harcèlement des axes de circulation pourra commencer, amenant l'isolement de la zone de maquis; par des complaisances intérieures, l'insécurité dans les villages environnants sera assurée.

Cette importante phase réalisée, l'évolution et l'extension de la zone maquis seront fonction de la valeur du chef et des réactions de l'ennemi. L'effectif devra être rapidement porté à 1.000 fusils. L'expérience a, en effet, montré qu'un maquis de 1.000 hommes armés, appuyé par 2.000 ou 3.000 habitants qui lui prêtent leur concours, est pratiquement invulnérable aux forces de police.

Si plusieurs maquis sont lancés simultanément, ils créeront dans le pays-suppôt de nos adversaires des perturbations d'une portée incalculable.

D'autres techniques plus rapides ou plus brutales peuvent être employées. Celle-ci a le bénéfice de l'expérience; elle a été mise au point en Indochine et a permis en une seule année d'installer dans la Haute Région du Tonkin et du Laos 20.000 maquisards organisés et équipés. Ce chiffre allait être porté à 50.000 à l'automne de l'année 1954 et permettre de reconquérir sur des bases solides la Haute Région de l'Indochine, repaire des grandes unités Viet-minh. Malheureusement, cette action entreprise sur l'initiative du maréchal de Lattre de Tassigny venait trop tard; l'incident regrettable de Dien-Bien-Phu, amenant la cessation brutale des hostilités, n'a pas permis d'exploiter à fond toutes les possibilités qu'elle nous donnait.

Cependant, ce sont nos maquis qui ont permis :

— l'évacuation sans pertes du camp retranché de Nuan,

— la reconquête des provinces de Phang-Saly et de Sam-Neua par le Laos sans l'intervention de troupes régulières,

— l'interdiction totale de la route directe de Lao-vay à Dien-Bien-Phu pendant toute la durée du siège de la place forte, et l'immobilisation de la R. P. 43, cordon ombilical des assiégés, de plus

LA GUERRE MODERNE

de quatorze bataillons de l'armée régulière Viet-minh.

— etc.

Pourtant, l'installation de maquis dans la Haute Région du Tonkin, en pleine zone contrôlée par les Viet-minh, semblait une gageure en 1952 lorsqu'elle a été entreprise. Cette possibilité à peine entrevue, et déjà oubliée, ne doit pas être perdue de vue.

Lorsque nous aurons installé des maquis importants, nous entreprendrons l'action dans les villes. Les zones de maquis serviront de bases de départ et de Zones Refuge aux éléments chargés de faire régner l'insécurité dans les petites villes environnantes.

Les grandes villes constituent en elles-mêmes de véritables zones de maquis. Leur étendue, la diversité des habitants, la difficulté pour y établir un contrôle strict d'une population nombreuse et dense permettront à nos agents de s'y installer, de s'y organiser et d'y faire régner une insécurité suffisante pour gêner considérablement les autorités.

Couverture de la préparation.

Pour réussir, notre action en territoire étranger doit être entreprise avec discrétion.

Foster la guerre chez l'adversaire

Nous devons recruter, rassembler et instruire nos éléments d'intervention dans le secret le plus absolu. Pour cela, nous ne créerons qu'un minimum d'organismes nouveaux susceptibles d'attirer l'attention de l'adversaire.

Un camp d'instruction, pouvant abriter cinq cents hommes, situé dans une région d'accès difficile et interdite, répondra à ces exigences.

Le moyen le plus pratique et donnant le maximum de garanties consisterait à donner le commandement d'un secteur frontière au chef désigné pour préparer et conduire l'action envisagée. Les moyens humains du secteur continueraient leurs tâches habituelles pendant toute la durée de l'instruction des éléments d'intervention, et seraient ensuite bien placés pour les soutenir lorsque l'action sera engagée.

En aucun cas, des troupes régulières, ou des éléments de troupes régulières ou des nationaux isolés ne franchiront la frontière. Nos éléments d'intervention recevront uniquement l'armement et les équipements ennemis récupérés en combat, ou que nous nous procurerons de toute autre façon; beaucoup de nos maquisards auront été recrutés directement chez nos adversaires, en particulier parmi les prisonniers, d'autres sur le territoire même où notre action est appelée à se développer.

Ainsi, nous aurons porté la guerre en territoire étranger, sans l'intervention de nos troupes régulières. Face aux instances internationales, le mouvement que nous aurons déclenché sera présenté par nous-mêmes ou nos amis comme un soulèvement interne, auquel apparemment nous serons étrangers, mais qui, néanmoins, aura officiellement notre sympathie. Nous nous efforcerons de lui donner un caractère politique nettement marqué, et si possible un chef ayant les qualités nécessaires pour le représenter. Nous lui apporterons clandestinement et l'aide privée pour son développement en attendant que l'évolution de la situation internationale nous permette de lui apporter une aide officielle.

Certes, nos adversaires ne seront pas dupes, ils sauront d'où viennent les coups. Mais leurs protestations n'auront pas plus d'effet que les nôtres. La guerre moderne n'ayant pas été codifiée, reste encore officiellement ignorée. Toute intervention prendrait l'aspect d'une agression dans les affaires intérieures d'un pays étranger et serait repoussée.

La paix ne pourra donc être véritable que par notre volonté, c'est-à-dire lorsque l'aide apportée à nos ennemis aura cessé.

CONCLUSION

Dans la guerre moderne comme dans les guerres classiques d'autrefois, c'est une nécessité absolue d'employer toutes les armes dont se servent nos adversaires; ne pas le faire serait une absurdité. — Si nous avons perdu la guerre d'Indochine, c'est en grande partie parce que nous avons toujours hésité à prendre les mesures qui s'imposaient, ou que nous les avons prises trop tard.

Pour les mêmes raisons, nous allons perdre la guerre en Algérie. Nous obligerons notre gouvernement à rechercher une paix de compromis qu'il n'aurait jamais eu à envisager si l'armée lui avait donné la victoire sur laquelle le pays par les sacrifices consentis était en droit de compter.

Si une armée doit disposer de l'arme atomique et être fermement décidée à l'employer pour dissuader un adversaire éventuel de nous attaquer, nous devons également être fermement décidés à employer tous les moyens de la guerre moderne pour assurer notre protection.

LA GUERRE MODERNE

Cette évolution nettement affirmée sera suffisante dans bien des cas pour écarter toute agression.

A travers les âges, la forme de la guerre a sans cesse évolué, et les armées utilisées également. Nous sommes de nouveau à un grand tournant de cette évolution.

La science avait permis progressivement aux militaires de tuer de plus en plus loin des ennemis de plus en plus nombreux. Aviateurs, artilleurs, fantassins infans, fusiliers ou étaient tués sans avoir jamais vu un seul ennemi. Les duretés et insupportables réalités de la guerre, le contact physique, cruel et brutal de l'adversaire leur était progressivement épargné. Ils acceptaient avec philosophie de tuer et de mourir, mais pouvaient le plus souvent éviter le rude contact de la souffrance physique et de la mort individuellement dénotée et reçue.

Mais avec l'apparition de l'armement atomique, la puissance de destruction est devenue telle que son utilisation entraînerait probablement la disparition simultanée des belligérants des deux camps. Il ne serait donc pas employé.

La guerre ne disparaîtra pas pour autant. La puissance progressive de l'armement qui éloignait

Peut-être la guerre chez l'adversaire

les combattants va brusquement les rapprocher. Ils s'affronteront de nouveau dans un champ sans délimité et retrouveront le contact physique de l'adversaire perdu depuis des siècles. Des armées immenses se heurteront plus de front sur un vaste champ de bataille. La guerre sera la juxtaposition d'une multitude de petites actions. A la puissance d'un armement aveugle, succéderont l'intelligence et la ruse allées à l'héroïsme physique.

Un problème se pose à nous : emploierons-nous dans la guerre moderne tous les moyens nécessaires pour vaincre comme nous l'avons toujours fait dans les guerres classiques du passé et comme nous envisageons actuellement de le faire en construisant la bombe atomique ?

Ce problème, au cours de l'Histoire, d'autres soldats ont eu à se le poser. Il suffit de se rappeler la vieille bataille de Crécy en 1346 : dans l'armée française, l'armée du roi, nos chevaliers refusaient de se servir de l'arc et de la flèche qu'employaient habilement les Anglais. Pour eux, le vrai combat, le seul loyal et admissible, restait le corps à corps, d'homme à homme. Employer une flèche, tuer de loin un adversaire était une sorte de lâcheté inadmissible et certainement incompatible avec leur conception de l'honneur et du chevalier.

A Azincourt, en 1415, le leçon de Crécy n'avait pas servi : c'est encore à cheval, avec cuirasse et épée que nos chevaliers abordèrent les archers anglais et se firent de nouveau écraser.

Ce, si les chevaliers qui étaient à cette époque les militaires de métier de la nation ont cessé l'emploi des armes nouvelles, le roi de France, responsable des destinées de la patrie, lui les a adaptés, et il en a armé son infanterie. Bien mieux, Charles VII obligea, dès lors, chaque paroisse à entretenir un archer. Ce fut le premier embryon d'une armée nationale.

Quant aux chevaliers, devenus un luxe archaïque et inutile, ils disparurent des champs de bataille. Pour eux, une page d'histoire était définitivement tournée.

La nation ne ménage ni les moyens matériels ni le support moral qui est nécessaire à son armée. Elle lui donne sa justice propre, expéditive et sévère, pour juger dans le contexte de la guerre, les soldats qui se seront rendus coupables de délits ou de crimes; ses médecins pour soigner ses blessés sur le terrain même des combats; ses ministres de culte pour assurer aux mourants la paix spirituelle; le droit de vie et de mort sur ses adversaires dans le cadre des lois de la guerre. Le plus souvent, l'armée vit isolée de la population pendant la durée du conflit.

La nation ne lui demande donc pas de se poser de problèmes, mais de gagner la guerre dans laquelle elle l'a engagée, et d'assurer la protection et la sécurité des habitants contre tout danger qui les menace.

Si, à l'exemple des chevaliers, notre armée refa-

sait d'employer toutes les armes de la guerre moderne, elle ne pourrait plus remplir sa mission. Nous ne serions plus défendus : l'indépendance de notre pays, la civilisation qui nous est chère, notre liberté seraient probablement vécues.



AVANT-PROPOS.	7
-----------------------	---

Première partie.

LA PRÉPARATION A LA GUERRE. . .	9
---------------------------------	---

I / Une nécessité : Adapter notre appareil militaire à la guerre moderne.	11
II / La guerre moderne : Définition.	15
III / Un exemple d'organisation de guerre classique : L'organisation de la Zone Autonome d'ALGER en 1904-1917.	21
IV / Le territoire, arme capitale de la guerre moderne.	31
V / Définition de l'adversaire.	45
VI / La défense du territoire : Idées générales.	49
Nécessité d'une organisation pour permettre aux habitants de participer à leur propre défense.	50
Mise en place d'un service de renseignements.	59

Deuxième partie.

LA CONDUITE DE LA GUERRE. . .	67
-------------------------------	----

Aspects politiques de la guerre.

Idées générales.	71
Action exercée sur les populations.	73
Les opérations politiques.	75
Conduite d'une opération politique.	75
L'action psychologique.	83
L'action sociale.	84

Table des matières

Aspects militaires de la guerre.

INDICES GÉNÉRAUX 91

I / LES ÉVÉNEMENTS ÉLÉMENTAIRES OCCURRANT DANS LA GUERRE CONTRE LA SUBVERSIVITÉ 91

 Les postes militaires 97

 Commandes autonomes ou patrouilles 98

 Endroits isolés 100

 Les opérations dites de « grande envergure » 101

II / LA PRÉVENTION DE LA SUBVERSIVITÉ : SES MOYENS ET LES MOYENS 108

 La terreur 108

 La population 109

 Leçons à tirer de la guerre de Corée 112

III / LA CONDUITE DES OPÉRATIONS CONTRE LA SUBVERSIVITÉ 115

 L'ennemi 115

 Mise de manœuvre 122

 Utilisation des moyens 123

 1° Mise en place d'un système défensif initial 123

 2° Attaque et destruction de l'organisation de guerre ennemie 125

 3° Action du général commandant le Zone-Département 136

 4° Les troupes d'intervention de la Zone-Département 139

 5° Les troupes d'intervention de Réserve générale 146

 6° Conduite de l'opération 150

Prochaines parties

PORTER LA GUERRE CHEZ L'ADVERSAIRE 159

I / INTRODUCTION DES MOYENS DE LA GUERRE CLASSIQUES 161

Table des matières

II / LA GUERRE MODERNE ET TRADITIONNELLE 173

 Établissement de zones de contact au pays étranger ennemi 174

 Introduction des équipes de contact 178

 Mise en place des missions de contact 180

 Convergence de la préparation 184

CONCLUSION 187



ACHÉVÉ D'IMPRIMER
— LE 29 AVRIL 1961 —
PAR L'IMPRIMERIE PLOCH
À METZ (FRANCE)

Dépot légal - 2^e trimestre 1961
Mise en vente - Mai 1961
Nombre de publications - 100
Nombre d'exemplaires - 1000

L'Ordre du jour

NOTICES PARIS

L'ART ET LA VIE

Jules Strouss
LA THÉÂTRE ET LES THÉÂTRES
André Malraux
ET COMPTÉ LA GRANDE
Raymond Maddy
MONTY MONDRIAN, MOYEN AGE
Eugène Ionesco
LES CINQUANTE ANS DE LA
REVUE L'ŒIL

LES BÊTES ET NOUS

Marianne Maccario et Magali Dupont
TOUTES LES BÊTES

INQUIÈTES ET VÉMO- LANCES

René de Ceccato
MITSU O.K.
Jean Grandjean
L'ÉCRIVAIN TRISTE
L'ÉCRIVAIN EN LA FRANCE
Yves Guillevin
L'ŒIL L'ŒUVRE
Bernard Lahn
LA CONSCIENCE INDIVIDUELLE EN CRISE
CONTEMPORAINE
Pierre Lapointe
DE LA MORT À L'ŒUVRE
Yves Malin
POUR UN ŒUVRE
Marianne Maccario
LE GRAND INDIVIDUEL EN
Paul Rivet
L'ARTISTE EN LA FRANCE
1900-1950
François de Launay
LES ARTS
Alexis de Saint-Exupéry
EN FRANCE
René Tournier
LA LUNE DE L'ŒUVRE

ÉPIQUE

Marianne Maccario
LES ARTS EN LA FRANCE

ÉPIQUE

Jean Grandjean
MONTY MONDRIAN, MOYEN AGE
Eugène Ionesco
LES CINQUANTE ANS DE LA
REVUE L'ŒIL

MÉDECINE MODERNE, PSY- CHOLOGIE, VIE NATU- RELLE

Marcel Lahn
L'ŒUVRE
A L'ŒUVRE DE LA FRANCE
Renaud Manzi
L'ŒUVRE DE LA FRANCE
Marianne Maccario
LE GRAND INDIVIDUEL EN
Paul Rivet
L'ARTISTE EN LA FRANCE
1900-1950
François de Launay
LES ARTS
Alexis de Saint-Exupéry
EN FRANCE
René Tournier
LA LUNE DE L'ŒUVRE

BOUCHE

Eugène Ionesco
LES CINQUANTE ANS DE LA
REVUE L'ŒIL
Eugène Ionesco
LES CINQUANTE ANS DE LA
REVUE L'ŒIL

SPORTS

René de Ceccato
MITSU O.K.
Jean Grandjean
L'ÉCRIVAIN TRISTE
L'ÉCRIVAIN EN LA FRANCE
Yves Guillevin
L'ŒIL L'ŒUVRE
Bernard Lahn
LA CONSCIENCE INDIVIDUELLE EN CRISE
CONTEMPORAINE
Pierre Lapointe
DE LA MORT À L'ŒUVRE
Yves Malin
POUR UN ŒUVRE
Marianne Maccario
LE GRAND INDIVIDUEL EN
Paul Rivet
L'ARTISTE EN LA FRANCE
1900-1950
François de Launay
LES ARTS
Alexis de Saint-Exupéry
EN FRANCE
René Tournier
LA LUNE DE L'ŒUVRE

LA TERRE ET LES HOMMES

René de Ceccato
MITSU O.K.
Jean Grandjean
L'ÉCRIVAIN TRISTE
L'ÉCRIVAIN EN LA FRANCE
Yves Guillevin
L'ŒIL L'ŒUVRE
Bernard Lahn
LA CONSCIENCE INDIVIDUELLE EN CRISE
CONTEMPORAINE
Pierre Lapointe
DE LA MORT À L'ŒUVRE
Yves Malin
POUR UN ŒUVRE
Marianne Maccario
LE GRAND INDIVIDUEL EN
Paul Rivet
L'ARTISTE EN LA FRANCE
1900-1950
François de Launay
LES ARTS
Alexis de Saint-Exupéry
EN FRANCE
René Tournier
LA LUNE DE L'ŒUVRE

1950

LA GUERRE MODERNE n'est plus "la guerre conventionnelle" telle que nous l'avons encore connue de 1914 à 1945. Elle n'est pas non plus "la guerre nucléaire", qui pose d'autres problèmes. "La guerre moderne" c'est la guerre révolutionnaire, celle qu'elle a eue et mené à l'ordre du jour dans le Sud-Est asiatique, celle qu'elle s'est développée, sous des formes diverses, en Afrique, celle qu'elle peut s'étendre demain à l'Amérique du Sud ou à l'Europe.

Les érudits et les militaires japonais, russes ou tibétains, qui l'ont inventée, en connaissent avec exactitude l'analyse, les règles et les possibilités.

Il ne s'est encore trouvé aucun occidental pour en faire une contre-analyse, et pour codifier les principes qui peuvent permettre aux armées occidentales de résister victorieusement aux entreprises subversives de l'ennemi.

Le livre de Roger Trinquier a aujourd'hui la même importance historique qu'autrefois les études de Guéberlan et de Charles de Gaulle sur l'emploi des chars.

Roger Trinquier — plus connu sous le nom de Colonel Trinquier — a commencé par enseigner l'histoire aux enfants des Basses-Alpes. D'une famille paysanne, il se voua à l'enseignement et devint instituteur. Ce cadre étroit lui convenant mal, il entra dans l'armée, passa par Saint-Maixent. Officier d'infanterie coloniale, il fut envoyé à Pékin. Parti en 1938, il ne revint qu'en 1945, n'ayant connu que de loin la guerre "conventionnelle" qui se livre à l'Ouest. Il s'arrêta en route de route à Saigon et se fit affecter au fameux "commando Ponchartrier". Ainsi fit-il connaissance sur le terrain de la guerre révolutionnaire. Il ne regagna la France qu'en 1949 pour retourner deux ans plus tard en Indochine. De l'Indochine à Alger, il rapporta en principe. L'issue de la guerre subversive, ce sont les manes. Pour vaincre, il faut, de fait ou de droit, les avoir avec soi.